

CONTINUITÉ

Le magazine du patrimoine au Québec

ARTISANS EN BÂTIMENTS



Numéro 144 Printemps 2015 9 \$



 **ACTION
PATRIMOINE**
Architecture et paysages du Québec

Nous possédons

**LES OUTILS
LE SAVOIR-FAIRE
LE PROFESSIONNALISME**

et ce qu'il faut de passion pour créer ou reproduire toutes vos boiseries ornementales, intérieures ou extérieures.

ARTISAN DU PATRIMOINE BÂTI

www.atelier-letabli.ca

T 514.270.0115

2050, rue Dandurand, local 409
Montréal (Québec) H2G 1Y9

Prix de l'artisan Opération patrimoine architectural de Montréal 2006

Atelier
L'ÉTABLI
Ébénisterie



CONSEIL DES
MÉTIER D'ART
DU QUÉBEC

LE RÉSEAU DES ARTISANS
PROFESSIONNELS EN
**ARCHITECTURE
ET BÂTIMENT**

Bureau de Québec : 418.694.0260 | Bureau de Montréal : 514.861.2787 | METIERSDART.CA



ARTISANS EN BÂTIMENTS

Printemps 2015

Chroniques

Billet 5

Nouvelles 6

Initiative 10

Patrimoine agricole
Pour récolter de beaux lendemains



Fiche technique 14

Revenir à la base

Mémoire 18

Marcel Masse
Conservateur de notre mémoire

DOSSIER

ARTISANS EN BÂTIMENTS 21

Forger la relève
par Valérie Gaudreau 22



Portrait de métiers
par Magali Lavigne 28

Indispensables compagnons
par Michel Boudreau 32

Passeur de flambeau
par Lester Toupin 36



Forces complémentaires
par Isabelle Cloutier et Isabelle Paradis 40

Chroniques

Lieu de légende 44

Les histoires poussent dans les arbres

Restauration 45

Le cœur vaillant de Bassin



Publications 49

Point de mire 52



Lester Toupin et son fils Olivier, maître et apprenti
Photo: Guillaume D. Cyr

LA RESTAURATION FORMAT MONUMENTAL



LA PLUS
IMPORTANTE ÉQUIPE
DE RESTAURATEURS
PROFESSIONNELS
AU QUÉBEC

Sculptures • peintures • bois et meubles •
métal-pierre • monuments historiques •
textiles • archéologie-ethnologie •
papier et livres • patrimoine bâti •
photographies • éléments architecturaux •
urgence en cas de sinistre

418.643.7001
www.ccq.gouv.qc.ca

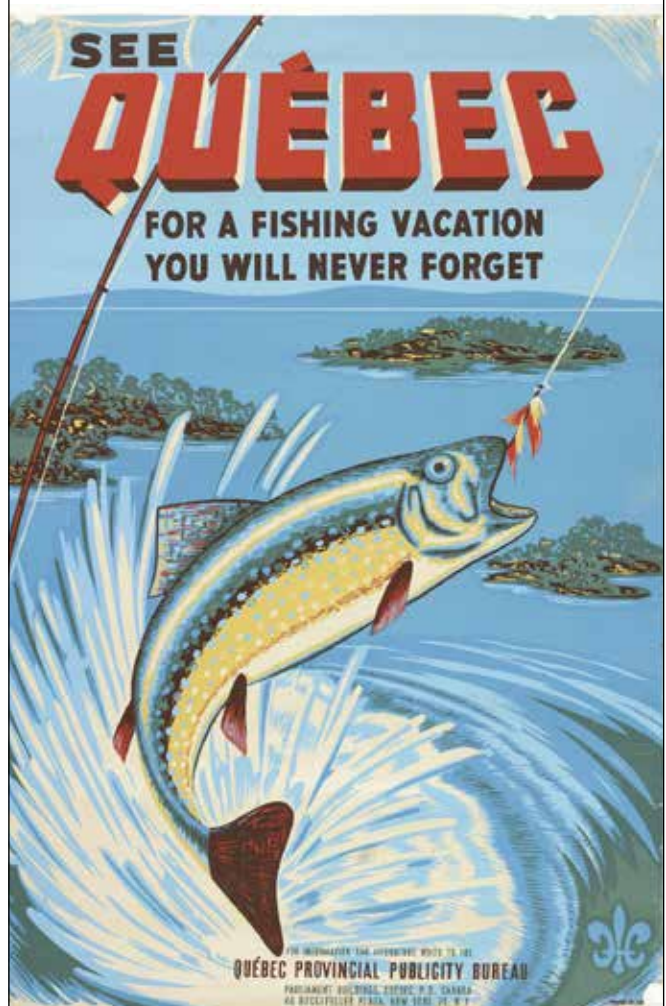


Centre
de conservation
Québec 

CONTINUITÉ

NE MANQUEZ PAS NOTRE
PROCHAIN NUMÉRO SUR

**LE PATRIMOINE
LIÉ À LA PÊCHE**



Source : Québec Provincial Publicity Bureau, entre 1946 et 1963,
BAnQ, 0003881860

EN KIOSQUE EN JUIN

CONTINUITÉ

Le magazine *Continuité* est un trimestriel publié par les Éditions Continuité inc. Fondé en 1982 par le Conseil des monuments et sites du Québec (aujourd'hui Action patrimoine), *Continuité* bénéficie de l'appui d'Action patrimoine, du Conseil des arts et des lettres du Québec, du Service de la culture de la Ville de Québec et de la Fondation québécoise du patrimoine. Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques, qui relève de Patrimoine canadien.

Continuité est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP) et il est répertorié dans Point de repère, l'Index des périodiques canadiens et Hiscabec.

Les anciens numéros de *Continuité* sont disponibles en ligne au erudit.org.

Abonnement (4 numéros par année)

36,79 \$ pour 1 an • 68,99 \$ pour 2 ans

Conseil d'administration: Clermont Bourget (président), Guy Drouin (vice-président), Martin Imbault, Louise Mercier et Paul St-Laurent

Comité de rédaction: Clermont Bourget, Réal D'Amours, Marie-Josée Deschênes, Patrice Groulx, Pierre Lahoud, Louise Mercier et François Varin

Rédactrice en chef: Josiane Ouellet

Rédactrice-révisseur: Sophie Marcotte

Révisseur: Judith Langevin

Correctrice d'épreuves: Annie Paré

Graphiste: Lydie Colaye

Représentant publicitaire: Yves Vallières

Service des abonnements: SODEP

Comptabilité: Guillaume Daguet

Numérisation: Langis Clavet

Impression: Deschamps Impression

Distribution postale: Les ateliers TAO

Vente en kiosque: LMPI

Correspondance:

Éditions Continuité inc.

82, Grande Allée Ouest

Québec (Québec) G1R 2G6

Téléphone: 418 647-4525

Courriel: continuite@magazinecontinuite.qc.ca

Site Web: magazinecontinuite.com

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN-0714-9476 / ISBN 978-2-922527-44-5 (pdf)

Toute reproduction ou adaptation interdite sans l'autorisation de *Continuité*

Poste-publications n° 0040010902

Port payé à Québec

Parution: mars 2015

Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Les titres, chapeaux, sous-titres, intertitres, légendes et le choix des illustrations sont généralement de la rédaction. Le générique masculin est employé dans le seul souci d'alléger le texte.

Le magazine *Continuité* n'est pas responsable de la qualité des services offerts par les entreprises qui s'annoncent dans ses pages.

BÂTIR L'AVENIR AU PASSÉ

Pour la couverture de ce numéro sur les artisans des métiers d'art liés au bâtiment, nous voulions donner un visage à ces hommes et femmes qui jouent un rôle crucial dans la conservation de notre patrimoine. Sans plâtrier traditionnel ou menuisier d'art, comment remettre en état ou reproduire une moulure ou une main courante anciennes?

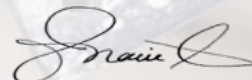
Nous avons aussi choisi d'illustrer un enjeu crucial pour l'avenir de ces métiers: la transmission des savoir-faire. En une vingtaine d'années, le nombre d'artisans québécois serait passé de 2500 à 300, et les apprentis ne se bousculent pas au portillon. Comment encourager les maîtres à continuer à exercer leur métier et les jeunes à s'engager dans cette voie? Trouver des réponses à ces questions se fait de plus en plus pressant.

Qui de mieux placé, pour incarner cette réalité, qu'un père et son fils, qui sont également un maçon et son apprenti? Lester et Olivier Toupin ont accepté de se prêter au jeu. Nous les avons rencontrés à la maison Pichet-Gosselin, à l'île d'Orléans, où ils édifiaient un foyer traditionnel.

Lester Toupin s'est dit très touché que nous ayons planifié un dossier sur les artisans. Il s'agit, en soi, d'un acte de reconnaissance: lorsque nous avons décidé d'aborder ce sujet, nous voulions souligner leur importance dans la préservation de notre patrimoine bâti, mais également dans celle du patrimoine immatériel que représentent leurs pratiques.

Le moment nous paraissait idéal. Un dynamisme renouvelé anime le milieu depuis quelques années. Et les efforts investis commencent à porter leurs fruits, qu'il s'agisse de la reconnaissance des artisans par le Conseil des métiers d'art du Québec ou de la formation de la relève, avec des projets comme les Chantiers-apprentissages de la Fondation Saint-Roch.

Même s'il reste encore beaucoup à accomplir, le milieu semble de plus en plus conscient de l'apport des artisans. Des portes s'ouvrent, des solutions émergent... Bref, il y a de l'espoir!



Josiane Ouellet



LA FORÊT AUX MASCOUCHOIS



Photo: Sébastien Arbour

Le paysage en LABORATOIRE

La Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal vient de créer une infrastructure de calibre international unique au Canada: le Laboratoire d'innovation paysagère. Il réunira une unité de capture et de traitement de données terrain (comprenant des outils comme des drones), une unité multifonctionnelle d'analyse, de conception et d'évaluation (avec, par exemple, un environnement interactif muni d'un écran tactile multipoint) ainsi qu'une unité de gestion des données (images, vidéos, enregistrements sonores, informations cartographiques, etc.). Grâce à ces ressources, les chercheurs pourront entre autres réaliser des projets liés à la caractérisation et à la gestion culturelle des paysages (attraits patrimoniaux, identitaires et touristiques), développer des scénarios d'aménagement prospectifs et mesurer les impacts de certaines politiques territoriales sur les attraits et expressions paysagères.

Ne manquez pas le CANOT



Photo: Pierre Lahoud

La Société québécoise d'ethnologie mène une étude visant à documenter la pratique du canot à glace sur le fleuve Saint-Laurent. Elle veut ainsi préserver la mémoire et comprendre l'évolution de cette pratique, désignée élément du patrimoine immatériel québécois en 2014. L'organisme recherche des personnes ayant utilisé ce moyen de

transport ou possédant des objets ou des documents qui y sont liés (écrits, photos, films, etc.). Il attend vos témoignages au info@sqe.qc.ca ou au 418 922-8340.

C'est fait! La Ville de Mascouche a acquis le manoir seigneurial et sa forêt domaniale, un ensemble unique au Québec. Le bâtiment, dont la construction a débuté vers 1765, et la forêt faisaient partie de l'ancienne seigneurie de Pierre Le Gardeur. Grâce à cette transaction, la proportion de territoire boisé de la municipalité passe de 2 à 11 %, ce qui répond à une volonté de protéger et de mettre en valeur les bois et corridors forestiers métropolitains. Le maire, Guillaume Tremblay, souhaite que la population s'approprie le parc du manoir le plus rapidement possible. Les idées fusent: aménager des passages piétonniers, relier la forêt au parc du Grand-Coteau par des corridors verts, créer un relais champêtre, une maison de la culture, un complexe multi-sport... Mais d'abord, il faut sécuriser les lieux et les protéger afin de freiner leur dégradation. L'administration se donne une douzaine d'années pour l'aménagement complet du site, dans le respect de la capacité de payer des citoyens.

À l'ASSAUT des rues principales

La tournée de rues principales Contes citadins – Canada (version française de Tale of a Town – Canada) parcourra le Québec cette année, après l'Ontario en 2012-2013, puis la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve-et-Labrador en 2014. Le concept: une caravane convertie en studio d'enregistrement mobile s'arrête dans la rue principale des villes et villages sélectionnés pour recueillir des souvenirs de gens de la région. L'objectif: préserver l'histoire orale des communautés visitées. À la fin de chaque collecte dans une province ou un territoire, les propos colligés inspirent la création d'une performance par la compagnie artistique Fixt Point et des artistes de la région. Ces spectacles multimédias marient des extraits de témoignages, des archives locales, de la musique en direct et du jeu théâtral. L'aventure se poursuivra dans le reste du pays jusqu'en 2017, année du 150^e anniversaire de la Confédération.

Des SCULPTURES en héritage

Le Musée Laurier, à Victoriaville, a récemment accepté un don majeur: la collection de 46 sculptures qui appartenait à Louis-Marie Gagné. Celle-ci comprend 22 bronzes, 23 plâtres et 1 céramique, dont 31 œuvres de Marc-Aurèle de Foy Suzor-Coté, 6 d'Alfred Laliberté, 8 de Louis-Philippe Hébert et 1 de George William Hill. Ces pièces font partie du patrimoine de la région et constituent un apport appréciable pour le musée, qui a pour mission de privilégier les œuvres d'artistes locaux. Elles devraient faire l'objet d'une exposition spéciale en l'honneur du 20^e anniversaire de l'Hôtel des postes en 2016. C'est à surveiller...

HONNEURS

RÉUSSITES architecturales

En décembre dernier, la Ville de Québec et le ministère de la Culture et des Communications ont récompensé une vingtaine de projets à l'occasion des Mérites d'architecture 2014. Parmi ceux-ci, le recyclage de l'église moderne Saint-Denys-du-Plateau, devenue la Bibliothèque Monique-Corriveau (1), a remporté le Prix du public et le prix dans la catégorie Bâtiments municipaux. Le jury a pour sa part reconnu le caractère exceptionnel de la Cité verte (2), qui s'adapte remarquablement au contexte historique dans lequel elle s'inscrit. Dans la catégorie Patrimoine dans un site patrimonial, les honneurs sont allés à la résidence du 7849, Le Trait-Carré et au parc de la Batterie royale. Une mention a également été accordée à la

salle des Promotions du Séminaire de Québec. Ce sont les Immeubles Jeffrey-Hale qui ont remporté le prix dans la catégorie Patrimoine hors d'un site patrimonial. Les prix dans les catégories Recyclage et Entretien et préservation ont été attribués à l'édifice de Telus (300, rue Saint-Paul) et à la résidence du 4233, rue Michelet (3), respectivement. Enfin, l'architecte Fernand Tremblay s'est vu remettre le prix Hommage. Il a notamment conçu la résidence des Frères maristes du Campus Notre-Dame-de-Foy à Saint-Augustin-de-Desmaures et l'église Notre-Dame-Immaculée à Roberval. Il a également enseigné à l'Université Laval et en a dirigé l'École d'architecture.



Source: Ville de Québec



EXPOSITIONS

CLICHÉS de mode et de quartier

La photo sera à l'honneur au cours des prochains mois au Musée McCord à Montréal. L'institution présentera la première rétrospective nord-américaine des œuvres de Horst P. Horst, un des plus importants photographes de mode et portraitistes du XX^e siècle, du 14 mai au 23 août. Puis, du 12 juin au 18 octobre, 23 photos grand format de David Wallace Marvin seront exposées

dans l'avenue McGill College. Les passants pourront ainsi découvrir le regard posé par l'artiste sur son quartier, Griffintown, au fil des années 1960 et 1970. Le contraste avec l'allure actuelle du secteur devrait être assez percutant.

Info: 514 398-7100 ou mccord-museum.qc.ca

Musée en EXPANSION

Un nouveau complexe muséal a vu le jour à Montréal : le Musée Dufresne-Nincheri. Il réunit le Château Dufresne et l'un des plus anciens ateliers de vitrail encore existants au Canada, celui de Guido Nincheri. La famille de cet artiste d'origine florentine a offert au musée 625 œuvres (vitraux, maquettes, cartons, outils) documentant le travail de conception et de fabrication des vitraux. Parallèlement à l'ouverture officielle du Studio Nincheri, le Château Dufresne a inauguré sa nouvelle exposition permanente, qui intègre la collection royale et impériale d'Alexandre de Bothuri et Éleine Bédard. *Le parcours des collectionneurs. La mémoire des objets* réunit 46 objets et tableaux ayant appartenu à des personnages historiques comme Jeanne d'Arc, Louis XV, Madame du Barry, Marie-Antoinette, Rodolphe II, Pauline Borghèse ainsi que Napoléon 1^{er} et Joséphine. Une première pour un musée nord-américain! Info: 514 259-9201 ou chateaudufresne.com



Photo: Paul Ducharme, TKNL

350 ans de SERVICES chevalins



Photo: Laurie Néron

À l'occasion du 350^e anniversaire du cheval canadien, la Maison Saint-Gabriel présentera l'exposition *Le cheval canadien, une race à part*, dès le mois de mai. Rappelons qu'il n'y avait pas de chevaux en Nouvelle-France lorsque Louis XIV a ordonné de créer un haras royal dans chacune de ses provinces. Douze juments et deux étalons ont donc entrepris la grande traversée en juillet 1665, suivis de quelque 70 chevaux jusqu'en 1671. Aucune preuve écrite n'atteste leur provenance, mais on croit qu'ils venaient des haras royaux et étaient d'origines française et espagnole. Des communautés religieuses et des gentilshommes ont profité les premiers de ces bêtes, mais ils devaient s'engager par contrat à en prendre bien soin, à les faire se reproduire et à remettre les poulains à l'administration pour qu'elle les redistribue. La race s'est développée en vase clos et sa robustesse lui a valu le surnom de « petit cheval de fer ». Elle a contribué au développement économique du pays et a participé à plusieurs guerres, de sorte qu'elle a été reconnue race chevaline du patrimoine agricole du Québec en 1999 et race chevaline nationale du Canada en 2002.

Info: 514 935-8136 ou maisonsaint-gabriel.qc.ca

L'expo qui révèle la FORÊT

À Témiscouata-sur-le-Lac, le Musée du Témiscouata propose une nouvelle exposition permanente intitulée *Enracinée*, qui traite de la forêt dans une perspective économique, sociale et culturelle. Des thèmes comme la vie dans les camps au début du siècle, la mécanisation en forêt et la mobilisation du peuple forestier y sont abordés par l'entremise de différents artefacts (comme d'anciennes scies mécaniques provenant de la collection de Mario Lagacé) et documents d'archives (de Radio-Canada, de l'ONF, de la Société historique de Madawaska et de la Fondation Jean-Philippe Cyr). Info: 418 899-2528 ou blct.ca

CITÉ modèle en photos

L'exposition *D'idée et d'aluminium. Arvida, une utopie, un milieu de vie, un patrimoine* est désormais présentée de manière permanente à l'aréna du Foyer des loisirs et de la culture de la Ville de Saguenay. Réalisée par la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain, elle rassemble des photos d'époque témoignant de l'histoire de cette cité modèle qui fut jadis capitale mondiale de l'aluminium.

Info: patrimoine.uqam.ca



Photo: Daniel Jalbert

Souvenirs d'ENFANCE

Jusqu'au 17 janvier 2016, le Musée québécois de culture populaire de Trois-Rivières met en valeur 200 jouets anciens de la collection privée de Jean Bouchard, un collectionneur de la région de Québec qui possède plus de 2000 jouets fabriqués entre 1920 et 1970. *Dans mon temps... les jouets* rappelle de bons souvenirs au fil des 13 thèmes qu'elle explore: Et que ça roule (trains, avions, automobiles), Les joies de l'hiver (luges, traîneaux, etc.), Droit au but (jeux de société), etc. De plus, M. Bouchard vient de publier un ouvrage sur sa collection qui a tout pour replonger le lecteur en enfance: *Du bolo au G.I. Joe. Jouets au Québec 1939-1969* (Éditions GID).

Info: 819 372-0406 ou culturepop.qc.ca

SUR LE WEB

INVENTAIRE virtuel

Le projet d'inventaire du patrimoine culturel de la MRC des Laurentides lancé en 2013 vient de s'achever. L'étude a permis de répertorier les bâtiments les plus significatifs sur le plan historique des municipalités du territoire. Quatre cent vingt-huit fiches ont été réalisées par une équipe de spécialistes. Des éléments du patrimoine immatériel ont aussi été intégrés à l'inventaire. Quinze fiches s'attardent à des personnages historiques, à des événements ou à des pratiques, comme l'avènement des sanatoriums ou le ski, qui ont marqué le développement de la MRC. Enfin, 21 fiches références renseignent sur les types architecturaux des bâtiments étudiés. À consulter dans l'espace culturel du site de la MRC des Laurentides (mrclaurentides.qc.ca).

En LIGNE au musée

Le Musée virtuel de Bellechasse (museedebellechasse.com) fait la promotion des musées de la région (Atelier du voiturier, Centre historique N.D.P.S., Moulin de Beaumont, Maison du D^r Chabot, Espaces Mémoires vivantes et Musée des voitures à chevaux) et présente des expositions virtuelles qui mettent en valeur le patrimoine culturel de la région. On a l'embarras du choix: les moulins, les ponts, les calvaires et croix, le patrimoine ferroviaire, le patrimoine protégé, le patrimoine des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours à Saint-Damien, l'abri antinucléaire de Saint-Damien Station, les icônes de Saint-Damien, la chaise de Bellechasse, le fort de Beaumont, l'art public et l'architecture ainsi que les plaques commémoratives.

AGENDA

Histoire RÉGIONALE à l'étude

Les 26 et 27 mai, l'Acfas tient le colloque «La pratique de l'histoire régionale au Québec» à l'Université du Québec à Rimouski. L'objectif est de dresser un état des lieux de l'histoire régionale, à travers la variété de ses pratiques et de ses objets. Les commu-

Richesses IMMATÉRIELLES matapédiennes

À la demande de la MRC de La Matapédia, la Société d'histoire et de généalogie de La Matapédia a réalisé un inventaire du patrimoine immatériel de la MRC. Sept éléments ont été identifiés : la pêche au saumon, la chasse à l'orignal, la fabrication de la tire Sainte-Catherine à Sayabec, la criée des âmes à Saint-Damase, l'acériculture, la cueillette des petits fruits et la trappe. Des fiches portant sur chacune de ces traditions peuvent être consultées dans le site du Répertoire du patrimoine culturel du Québec (patrimoine-culturel.gouv.qc.ca).

nications s'articuleront autour de quatre axes, soit la construction de l'histoire locale et régionale, les artisans de l'histoire régionale et leurs conditions de travail, les matériaux de l'histoire régionale et les productions de l'histoire régionale. Info: acfas.ca

ERRATA

Une erreur, qui n'est pas le fait de l'auteur, s'est glissée dans le texte «Aux sources de l'inspiration» de l'historien Yves Hébert, publié dans le numéro 143 (hiver 2015) de *Continuité*. Au premier paragraphe, on aurait dû lire: «Ce n'est toutefois qu'au lendemain de la Révolution française [et non de la Révolution tranquille] que l'on se forge une idée du patrimoine en Occident.» Toutes nos excuses pour ce malheureux lapsus.

Également à signaler, dans la chronique Point de mire du même numéro, le quartier du Bourg-Royal qu'on voit sur la photo de la page 48 ne fait pas partie du site patrimonial de Charlesbourg. Voici la bonne photo.

Photo: Pierre Lahoud





PATRIMOINE AGRICOLE POUR RÉCOLTER DE BEAUX LENDEMAINS



Témoins chargés d'histoire, les bâtiments agricoles constituent des éléments centraux de nos paysages ruraux. Mais ils font face à plusieurs défis qui menacent leur survie. Comment s'assurer qu'ils resteront debout, et utiles ? Quelques initiatives de conservation méritent d'être soulignées... et imitées !

par Arthur Plumpton

Située à l'île d'Orléans, cette grange-étable longue du XIX^e siècle sert maintenant à diverses opérations vinicoles, dont la mise en bouteille des produits.

Photos: Arthur Plumpton

Il y a près de 400 ans, Champlain a fait construire à Cap-Tourmente la première grange-étable d'inspiration française, à charpente traditionnelle en bois, coiffée d'un pignon aigu à deux versants. Des milliers d'autres bâtiments d'architecture similaire en bois (plu-

tôt qu'en pierre, typique de la France) ont suivi au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, entourés de poulaillers, d'écuries, de porcheries, de laiteries et de fournils assortis. Ce modèle a évolué au début du XIX^e siècle pour devenir la grange longue québécoise, rehaussée d'un ou deux mètres pour entreposer le fourrage dans les combles et

loger le bétail, les chevaux et d'autres fonctions au rez-de-chaussée.

Aujourd'hui, la conservation de ces bâtiments en bois, sensibles aux rigueurs du climat, pose de nombreux défis. Il faut bien sûr les restaurer en respectant leurs caractéristiques d'origine, mais aussi les adapter aux besoins de l'agriculture contemporaine, ou leur attribuer de nouvelles fonctions qui assureront leur conservation.

DÉFIS ET DIFFICULTÉS D'ADAPTATION

Au Québec, l'agriculture a commencé à s'intensifier et à s'industrialiser à la fin du XVIII^e siècle avec la formation de la première association agricole et sa popularisation du fumier, qui a augmenté la

productivité. L'agriculture de subsistance a ensuite progressé lentement vers une agriculture marchande et la production de nouveaux produits exigés par des villes en pleine croissance. Dans le premier quart du XX^e siècle, l'introduction du tracteur a contribué à la mécanisation des pratiques; le véhicule grossira rapidement et les bâtiments traditionnels, avec leurs hauteurs restreintes, peineront à le loger.

Les changements se sont accélérés à partir des années 1960 avec l'introduction de normes environnementales et sanitaires ainsi que de nouvelles cultures et exploitations qui exigeaient d'autres formes de bâtiments. Les granges-étables multifonctionnelles patrimoniales (soit la grange-étable longue québécoise et la grange-étable américaine à toit brisé) s'accordaient mal aux exigences contemporaines liées à l'élevage du bétail ou à des agricultures spécialisées comme la pomiculture. Les installations devaient désormais être plus pratiques, fonctionnelles et faciles d'entretien: planchers de béton et surfaces antidérapantes, ventilation mécanique contrôlée, réfrigération, conduits pour résidus animaliers et hauteurs de 3 à 4 m convenant aux tracteurs.

Devant l'introduction de plans de bâtiments plus économiques et spécialisés et la nécessité de moderniser leurs bâtiments traditionnels, les cultivateurs ont souvent choisi de les démolir et d'en ériger de nouveaux. Cependant, la grange-étable à toit brisé, modèle prôné au XX^e siècle par le ministère de l'Agriculture et comportant plus d'espace aux combles, a su s'adapter à quelques exigences



modernes jusqu'à la fin du XX^e siècle.

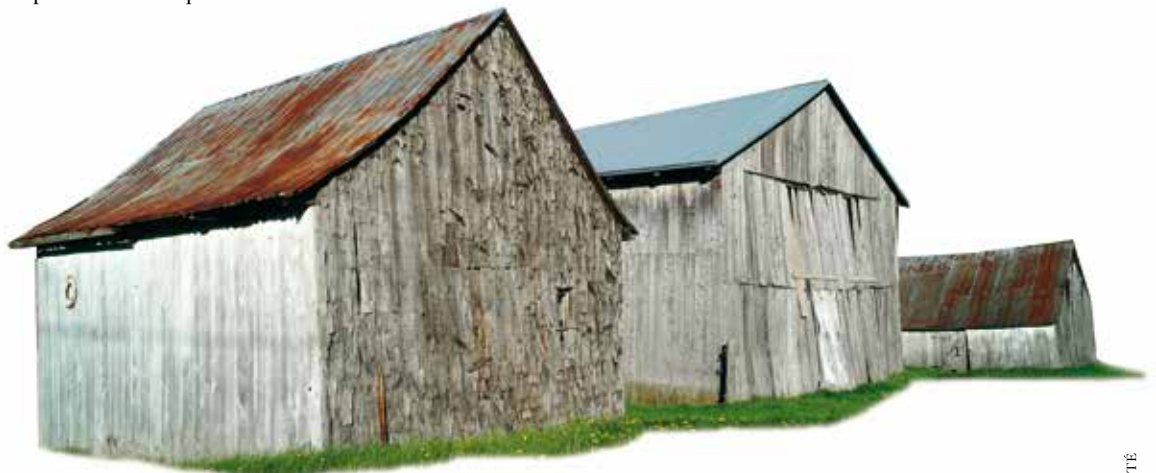
Des facteurs de coûts de construction ont aussi contribué au déclin du patrimoine agricole bâti à partir de la fin du XIX^e siècle. Créée en 1840, l'ossature croisée (ou *balloon frame*) de l'Américain G.W. Snow, ainsi que l'ossature plateforme qui en a dérivé, ont signé l'éventuelle disparition de la charpente traditionnelle à fermes et pannes. La possibilité d'utiliser des matériaux industriels moins coûteux et d'employer une main-d'œuvre peu qualifiée en faisait une option économique attrayante.

MOISSON D' ACTIONS

En ce début de XXI^e siècle, il faut s'activer pour protéger et mettre en valeur le patrimoine agricole bâti. Accorder la priorité aux rares bâtiments agricoles du Régime français ou de l'architecture vernaculaire québécoise du XIX^e siècle semble nécessaire, car ils risquent fortement de disparaître autrement. Seul un bâtiment agricole sur les cinq qui sont classés immeubles patrimoniaux est une grange-étable longue québécoise du milieu du XIX^e siècle (la grange-étable Ernest-Lajoie,

La structure et les parements d'origine restants de cette grange-remise d'esprit français, probablement de la fin du XVIII^e siècle, ont été protégés par une double paroi de planches verticales neuves, avant sa transformation en atelier et galerie d'art saisonnière.

De gauche à droite, trois bâtiments, trois époques: XIX^e siècle, XX^e et début du XIX^e d'inspiration Nouvelle-France





Le toit de chaume de la grange-étable longue Ernest-Lajoie, dans Charlevoix, a été restauré vers 2000. Le savoir-faire propre au chaumage a été importé dans la région par des Allemands des États-Unis après 1776.

Avec un minimum d'interventions, ce grand poulailler du XX^e siècle a été recyclé en galerie d'art saisonnière.

dans Charlevoix). La liste ne comprend pas de bâtiments plus anciens. Les autres édifices classés sont inspirés de l'architecture vernaculaire américaine.

Quatre acteurs principaux posent des gestes concrets pour protéger et conserver le patrimoine agricole : les MRC rurales, les cultivateurs ou particuliers cherchant à adapter leurs bâtiments anciens à leurs besoins modernes, le

ministère de la Culture et des Communications, avec ses programmes d'aide à la restauration et ses études-inventaires du patrimoine, ainsi que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), avec son Programme pilote d'appui à la multifonctionnalité de l'agriculture.

Depuis une décennie ou deux, quelques MRC jouent un rôle assez actif en classant certains bâtiments agricoles patrimoniaux de leur territoire. Après avoir inventorié environ 60 bâtiments en 2007-2008, la MRC de Coaticook a produit en 2009 un *Guide des bonnes pratiques en patrimoine agricole*, qui invite à entretenir les bâtiments en favorisant des interventions minimales ou réversibles, en respectant l'unité de l'ensemble et en visant le maintien de son authenticité architecturale. La MRC des Maskoutains, déjà munie d'une analyse poussée de ses paysages et de l'occupation du territoire par l'agriculture, récompense depuis 2013

les meilleures réalisations en restauration.

La doyenne dans le domaine de la reconnaissance des actions de restauration des bâtiments agricoles patrimoniaux est la MRC de L'Île-d'Orléans. Depuis 1993, elle a primé 13 réalisations touchant le patrimoine agricole. Est-ce que les bâtiments récompensés ont bien traversé le temps ? À la fin de 2014, la plupart présentaient toujours un très bon état. Et la nouvelle vocation de nombre d'entre eux devrait assurer leur pérennité. S'ils ne concernent que 8% des bâtiments agricoles patrimoniaux de l'île d'Orléans répertoriés en 2010 par la firme Patri-Arch, ces exemples plutôt remarquables démontrent le zèle de plusieurs cultivateurs et citoyens. Deux vignobles ont réussi à recycler leurs bâtiments agricoles du XIX^e siècle pour leurs activités, une grange-étable fait office de logement saisonnier, trois bâtiments (dont deux d'inspiration française) ont été transformés en galeries et ateliers d'art et une grange-étable est devenue écurie. [NDLR : Un tableau résumant l'étude qui a mené à ces conclusions se trouve dans le texte de M. Plumpton au magazine continuite.qc.ca, sous l'onglet Numéro courant.]

Toujours à l'île, l'architecte de la MRC responsable du site patrimonial de l'Île-d'Orléans et le Groupe pour la recherche et la conservation de l'architecture et du paysage vernaculaire ont dressé une liste de gens de métier indispensables à la restauration des bâtiments anciens. Dans les dernières années, la MRC a également offert plusieurs cours sur la restauration aux citoyens.



En 2013, à la mi-parcours du Programme pilote d'appui à la multifonctionnalité de l'agriculture du MAPAQ, un tiers des projets soutenus impliquaient la restauration d'un bâtiment du patrimoine agricole. Parmi eux, la MRC de Charlevoix et trois entreprises agricoles voulant réintroduire la vache canadienne (la première espèce venue de France au XVII^e siècle) restaureront et aménageront certains bâtiments agricoles afin de permettre aux animaux d'aller à l'extérieur. La MRC et le CLD des Collines-de-l'Outaouais ont entrepris en 2013 la restauration de granges, écuries et autres bâtiments. De plus, six entreprises agricoles s'impliquent avec la MRC des Appalaches dans son plan de développement de la zone agricole et ont restauré à ce jour quelques bâtiments centenaires dans les cantons de Harrington.

De même, un peu partout au Québec, un petit nombre de cultivateurs ont choisi de restaurer et de réutiliser les granges-étables de leur terre pour qu'elles complètent leurs bâtiments ou remplissent d'autres fonctions agricoles. Un reportage de *La semaine verte* présenté en mars 2014 relatait les histoires de cinq d'entre eux. La diffusion de cette émission a permis de franchir un pas important dans la sensibilisation du public à la conservation du patrimoine agricole.

Ces actions récentes qui se multiplient permettent d'espérer de meilleurs lendemains pour les bâtiments agricoles patrimoniaux, témoins à la fois de l'évolution de l'architecture vernaculaire agricole et de



notre histoire sociale et économique. Heureusement, car sans leur présence, un maillon important de l'identité collective serait perdu pour toujours.

■ *Arthur Plumpton, ingénieur et restaurateur de bâtiments agricoles, est coordonnateur du Groupe pour la recherche et la conservation de l'architecture et du paysage vernaculaire.*



L'élevage Au coq du village, à Saint-Pie, a reçu le prix Coup de cœur des Prix du patrimoine 2013 de la MRC des Maskoutains pour la restauration de l'ensemble agricole ancien dont cette grange fait partie.

Source : Au coq du village



REVENIR À LA BASE



Puisque les fondations sont en bonne partie dissimulées, on tend à oublier leur importance. C'est pourtant sur elles que reposent les constructions... et leur avenir!

Pour les édifices plus imposants du XIX^e siècle, dotés de fondations profondes, il était possible de bâtir des voûtes en maçonnerie cintrées permettant d'habiter le sous-sol, comme au Château Ramezay.

Photo: Linda Turgeon

par François Varin

Composante essentielle de tout bâtiment, l'assise joue plus qu'un rôle de soutien: elle est garante de la longévité et de la durabilité de la construction. De mauvaises fondations peuvent entraîner des problèmes majeurs telle l'instabilité des murs, des planchers et même de la structure de la toiture.

Pour comprendre leur importance, il suffit d'observer le sort de certaines granges à la campagne: affaissement, écrasement, déversement, dislocation de la structure des murs, déformation de la toiture ou du

bâtiment dans son ensemble... Des fondations instables ou dégradées sont généralement à l'origine de ces troubles.

HISTOIRE D'ASSISES

Aujourd'hui, les fondations doivent respecter des normes qui tiennent compte de la diversité des sols et des types de constructions. Les bâtiments résidentiels sont érigés sur des fondations de béton de conception universelle: sous-sol creusé d'une hauteur d'environ 2,75 m pour mettre le bâtiment hors gel, murs de béton dont la partie supérieure émerge du sol d'environ 90 cm à 1,2 m (avec soupiraux pour



éclairer et ventiler le sous-sol), drain perforé installé sur le pourtour pour évacuer les eaux d'infiltration qui pourraient affecter les fondations.

Cependant, les maisons construites avant les années 1950 peuvent avoir des fondations de conception, de nature et de dimensions diversifiées. Les bâtiments ont d'abord été érigés sur une maçonnerie de pierres des champs, habituellement mises en œuvre avec du mortier et recouvertes d'un crépi de chaux. Pour mieux supporter la charge des murs et de la toiture, la fondation était élargie à sa base et les murs s'amincissaient d'étage en

étage (des ressauts supportaient les extrémités des poutres). Au cours du XIX^e siècle, la partie apparente des fondations de certains bâtiments était parfois recouverte de pierres de taille.

La hauteur des fondations variait selon l'emplacement de la construction, l'objectif étant de les asseoir le plus possible sur le roc solide. Ainsi, le bâtiment serait à l'abri des mouvements du sol causés par les cycles de gel-dégel. On prenait donc toujours soin d'excaver jusqu'au roc. S'il se trouvait près de la surface, on se limitait souvent à construire un vide sanitaire de faible hauteur ventilé par des soupiraux,

afin d'éviter une accumulation d'humidité qui aurait causé le pourrissement et la dégradation des poutres du plancher du rez-de-chaussée, faites de grands troncs d'arbres ou de grosses pièces de bois équarries.

Lorsque le niveau du roc était inatteignable et que le sol était trop mou pour supporter l'ouvrage, on devait élargir la fondation à sa base de manière à bien supporter la charge, un peu comme des raquettes nous empêchent de nous enfoncer dans la neige. Pour obtenir une base plus stable, on retirait le sol meuble et on ajoutait du sable compacté. Une plate-forme ajourée faite de grosses

Quand le roc était près de la surface, on se contentait souvent de construire un vide sanitaire.

Photo : François Varin

DEUX OPTIONS POUR UN SOUS-SOL

Si un sous-sol habitable n'est pas une nécessité, on peut conserver sans problème un vide sanitaire, en s'assurant que les soupiraux demeurent ouverts l'été et fermés l'hiver. Dans le cas où on souhaite aménager un sous-sol d'une hauteur convenable, deux possibilités s'offrent :



Photos : François Varin

approfondir les fondations en procédant par reprise en sous-œuvre, ou soulever l'édifice pour construire de nouvelles fondations.

Au XX^e siècle, on creusait à la pelle pour approfondir les fondations et on installait un convoyeur à travers les soupiraux pour évacuer les déblais. On suivait la méthode dite de « reprise en sous-œuvre » : on excavait par sections et en alternance, en supportant le bâtiment pour contrer son affaissement durant les travaux. Cette procédure avait l'avantage de conserver la maçonnerie et l'apparence originales des fondations. Aujourd'hui, on a plutôt l'habitude de soulever toute la maison, à l'aide de grosses poutres d'acier et de vérins hydrauliques, pour permettre à une petite pelle mécanique de creuser le sous-sol, puis on refait de nouvelles fondations. Cependant, on perd alors toute référence aux fondations d'origine.

pièces de bois entrecroisées et suivant le pourtour du bâtiment supportait la maçonnerie des murs.

Selon la profondeur de l'excavation et des fondations, on obtenait un espace en sous-sol plus ou moins haut qui pouvait être occupé. Dans le cas des bâtiments institutionnels ou des très grandes constructions résidentielles, des voûtes de maçonnerie cintrées ou en anse de panier permettaient d'habiter le sous-sol, entre autres comme au Château Ramezay à Montréal ou à la Maison Estèbe à Québec.

Vers la fin du XIX^e siècle, la découverte du ciment a modifié les façons de faire. Dans un premier temps, on l'a mélangé avec de la pierre ; puis, le ciment mêlé à des agrégats est devenu le béton. Les murs de béton sont plus ou moins épais selon l'importance de la construction et reposent sur un empattement plus large au fond de l'excavation (la « semelle »).

INTERVENIR EN PROFONDEUR

Quelle que soit la nature des fondations (pierres, béton...), il importe de les entretenir et de les inspecter régulièrement, afin de repérer une défaillance, des infiltrations d'eau ou la dégradation de certaines parties de la maçonnerie.

Certaines interventions s'avèrent souvent nécessaires. La première concerne la structure du plancher. Comme les solives (tronces d'arbres, poutres équarries) s'encastrent dans les murs de fondation, l'eau qui s'infiltré ou l'humidité accumulée dans la maçonnerie peuvent affecter leurs extrémités. Il faut alors les renforcer ou les réparer en les

soutenant par une poutre placée longitudinalement et elle-même supportée jusqu'au sol. On peut aussi remplacer les parties avariées ou pourries en assemblant de nouvelles parties aux parties encore saines, ou simplement doubler la poutre affectée.

La deuxième intervention type concerne le sol apparent dans la cave. Un sol de terre battue conserve l'humidité; après l'avoir nettoyé et nivelé, il faut y installer une membrane pare-vapeur que l'on recouvre d'une couche de sable d'environ 10 cm, ou sur laquelle on coule une chape de béton.

L'infiltration d'eau impose aussi des actions. Si on constate la présence d'eau, il faut rétablir l'étanchéité de la fondation en procédant de l'extérieur. L'excavation du terrain sur le pourtour de la fondation jusqu'à sa base permettra d'installer un nouveau drain perforé. On profitera de cette excavation pour imperméabiliser les parties des murs déblayées en y appliquant un crépi de mortier recouvert d'un enduit goudronné. Puis,



on recouvrira le drain d'un lit de gravier et d'une membrane filtrante, et on remblaira de sable et de terre arable pour l'aménagement final du terrain. Il ne faut pas oublier de niveler avec une pente pour éloigner l'eau du pied des murs.

Ces travaux en valent la peine, puisqu'ils protégeront l'élément le plus fondamental du bâtiment!

■ *François Varin est architecte.*

Au XIX^e siècle, on recouvrait parfois la partie apparente des fondations avec des pierres de taille.

Photo: François Varin



RURALYS

Centre d'expertise et d'animation en patrimoine rural

- Paysages
- Patrimoine bâti
- Patrimoine archéologique
- Patrimoine génétique végétal
- Savoir-faire traditionnels

Ruralys, acteur d'un patrimoine dynamique!

1650, rue de la Ferme, La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
 info@ruralys.org www.ruralys.org Tél. : 418-856-8251 Téléc.: 418-856-4399



350^e
 CARIGNAN-SALÉRIES

MISSION : BÂTIR PAYS
 JUSQU'EN NOVEMBRE 2015

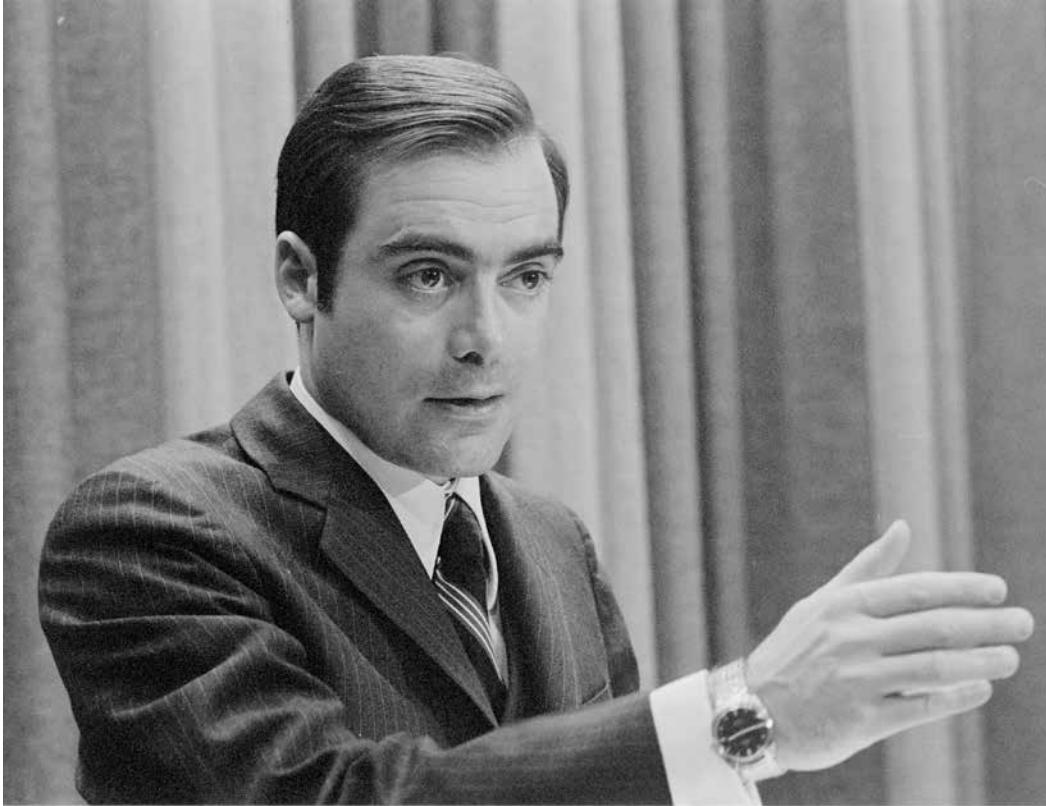
CHATEAU RAMEZAY

chateauramezay.qc.ca

Logos of various organizations including the Government of Quebec, the City of Montreal, and the Carignan-Saleries Historical Society.

© Francis Back

MARCEL MASSE CONSERVATEUR DE NOTRE MÉMOIRE



L'ancien député provincial et fédéral Marcel Masse, qui a entre autres été ministre conservateur des Communications, nourrissait une profonde passion pour l'histoire et le patrimoine. Rappel en forme d'hommage, à la suite de son décès en août dernier.

par Mathieu Bock-Côté

Le décès de Marcel Masse, en août 2014, était aussi triste qu'inattendu. Ceux qui le connaissaient et le fréquentaient étaient toujours étonnés de sa fascinante vitalité. Non

seulement s'activait-il encore à mettre en valeur nos lieux de mémoire, mais il travaillait à ses mémoires, avec le souci d'inscrire sa trajectoire personnelle dans l'histoire du Québec. J'y œuvrais avec lui, et je le soupçonnais de racon-

ter sa vie pour mieux raconter l'histoire de son peuple, qu'il aimait profondément.

Car les hommes ont souvent les idées de leur tempérament. Marcel Masse était un homme d'enracinement. Il avait la mémoire de sa généalogie, de sa région, de son pays, de sa civilisation. Il ne lui arrivait jamais de poser un problème abstraitement, en l'extrayant de sa dimension historique. La tentation du présent perpétuel, du présentisme, en quelque sorte, qui voudrait remonter le cadran historique à zéro en nous privant des lumières du passé, ne l'a jamais effleuré. Il croyait que c'est lorsqu'on inscrit un enjeu dans l'histoire qu'on le comprend en profondeur, et qu'on peut dès lors s'y attaquer sérieusement. Sans cela, on est condamné à gérer à la surface des choses.

Mais il ne s'agit pas simplement de connaître l'histoire, de manière encyclopédique ou érudite. Il faut l'habiter, et sentir qu'on l'habite. C'est peut-être dans cette idée que s'ancrait le souci admirable de Marcel Masse pour le patrimoine. Il faut voir partout l'histoire autour de soi pour sentir qu'on en est l'héritier, et qu'on doit conserver le monde dans lequel nous sommes nés et que nous aurons l'obligation de transmettre à nos descendants. L'homme politique doit moins fabriquer un nouveau monde que conserver, aménager et améliorer celui dont il a la responsabilité. En ce sens,

Source: BAnQ, E10, S44, SS1, D69-310PA2

on peut dire que Marcel Masse était un conservateur au meilleur sens du terme.

Il avait la passion des musées. Il en visitait régulièrement – une manifestation parmi d'autres de son amour pour la culture. Lors de sa carrière ministérielle à Ottawa, il leur a accordé une grande attention, et il évoquait avec une certaine tristesse l'échec d'un projet qui lui tenait à cœur: un musée consacré à l'histoire de la Nouvelle-France, qu'il considérait à juste titre comme le moment fondateur de l'expérience historique québécoise. Mais cette tristesse ne l'empêchait pas de se faire une fierté de ses nombreux engagements pour la culture.

Étrange destin que celui de cet homme. Alors qu'il était ministre des Communications à Ottawa, il a fait l'unanimité à la fois chez les Canadiens anglais et chez les Québécois. Ce nationaliste québécois convaincu, qui a toujours cru à la thèse des deux nations, a tout fait pour servir les intérêts de chacune, sans les fondre ou les fusionner dans un peuple pancanadien fantasmagique. Mais ce grand rêve, qu'il portait et qui l'animait depuis le début de son engagement politique auprès de l'Union nationale, dans les années 1960, ne s'est pas transformé en illusion l'empêchant de constater ce que devenait la réalité. Lorsque le Canada à deux est devenu clairement impossible, l'homme des deux nations a cherché à faire de la sienne un État souverain.

**RAPPELER HIER
SANS OUBLIER AUJOURD'HUI**

Une fois que Marcel Masse s'est retiré de la vie poli-

tique, sa passion historique ne s'est pas éteinte. Il a fondé la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs et y a œuvré. Une manière, pour lui, de rappeler les liens vivants et indispensables qui unissent la France et le Québec. Il y a entre les deux peuples une mémoire commune, mais encore fallait-il la redécouvrir, voire la rebâtir. Marcel Masse s'y employait, d'autant qu'il connaissait la France intimement pour y avoir étudié, pour avoir organisé la visite du général de Gaulle en 1967 et pour avoir été délégué général du Québec à Paris après le référendum de 1995.

Il a aussi travaillé à la mise en valeur du patrimoine politique québécois. Cela allait de soi pour lui: la conscience politique est fortifiée par la conscience historique. Le passé n'est pas une matière morte: il alimente le présent, il le façonne, et ceux qui s'imaginent s'y arracher consentent à l'appauvrissement de la vie collective. Cela ne voulait pas dire pour autant qu'il s'y enfermait avec nostalgie, voulant se protéger du monde moderne. Au contraire. Chez lui, le passé, le présent et l'avenir s'emboîtaient dans une même réalité dynamique. C'est ce qu'il appelait – et qu'on appelle – l'histoire.

Marcel Masse a marqué son temps. Au moment de sa disparition, il a eu droit à un concert d'hommages. Et pour une fois, il ne s'agissait pas des habituelles formules creuses. Ceux qui en ont parlé l'ont fait avec émotion, car Marcel Masse les avait marqués. Tous ont souligné son immense culture, son éloquence, son

sens du service public, et sa passion de l'histoire. Alors que tant d'hommes politiques sont aseptisés, il charmait par sa profondeur, son authenticité, et la force de ses convictions.

Rendre hommage à Marcel Masse, ce n'est pas seulement dire du bien d'un homme qui a servi son pays: c'est rappeler une vie qui, comme on l'eût dit autrefois, fut exemplaire.

■
Mathieu Bock-Côté est sociologue et chroniqueur. Il collaborait avec Marcel Masse pour la rédaction de ses mémoires.

RÔLES MARQUANTS

Dans le domaine du patrimoine, Marcel Masse a notamment œuvré à titre de président de la Commission des biens culturels du Québec de 1997 à 2000. Il a aussi été président de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs de 1997 à 2006, du Comité des archives de l'Amicale des anciens parlementaires du Québec de 2000 à 2006 et de la Société du patrimoine politique du Québec de 2002 à 2005. En 2005, il a fondé la Société Héritage de Champlain, à qui l'on doit l'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française (ameriquefrancaise.org). Après quoi, en 2008, il a lancé et présidé le projet d'Encyclopédie du patrimoine politique du Québec (patrimoinepolitiqueduquebec.org). (J. Ouellet)



Les beaux détours
CIRCUITS CULTURELS

514-352-3621
www.lesbeauxdetours.com

En collaboration avec Club Voyages Rosemont
Titulaire d'un permis du Québec

2015 : plus que jamais « beau détour »!

Après l'orgue chez **Casavant Frères, New York**, ses opéras, ses musées, notre histoire s'enchantent le samedi 13 juin à Vaudreuil par la visite de la **Maison Félix-Leclerc!**

Aussi, en cours d'été, d'autres artistes, jardins, vignoble et musées...

Brochure disponible maintenant!



OCULUS
RÉVISION

Révision linguistique
Rédaction
Correction d'épreuves

Conjuguer patrimoine et français

www.oculusrevision.com • T 418 999-2404

Vous avez besoin d'un entrepreneur général en restauration de bâtiments anciens ?

MÉTIERS D'ART DU BÂTIMENT ARTES INC.

réunira les meilleurs spécialistes pour répondre à vos besoins.





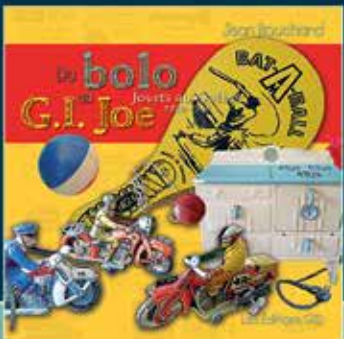
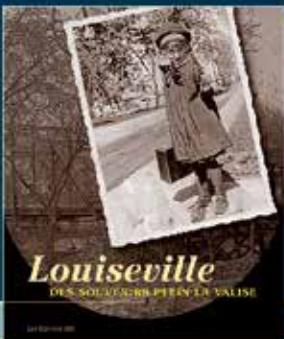


Cette jeune entreprise a été créée par un artisan d'expérience: Lester Toupin, un maçon spécialisé dans la construction et la restauration de foyers et de cheminées, reconnu comme artisan professionnel par le Conseil des métiers d'art du Québec.

Sa mission: Protéger et enseigner

En œuvrant à la préservation du patrimoine bâti et à la transmission de savoir-faire indispensables à sa conservation.

Contactez-nous dès maintenant ! 514 518-2462

LES ÉDITIONS GID — leseditionsgid.com — 418 877-3110 —



DOSSIER

ARTISANS EN BÂTIMENTS



Photo : Patrice Niset, Les Miroirs de l'ombre

« La main rend l'homme sage, ingénieux, habile ;
Son esprit, sans sa main, lui serait inutile. »

La main, poème de Joseph Mermet

FORGER LA RELÈVE

L'importance d'avoir une relève en métiers d'art liés à l'architecture et au bâtiment ne fait aucun doute. Mais comment convaincre de jeunes travailleurs de la construction de se spécialiser dans des disciplines aussi pointues? Et comment permettre aux artisans en devenir de parfaire leur apprentissage sur les chantiers? Des solutions se dessinent.

par Valérie Gaudreau

Un apprenti observe son maître tailler la pierre. Il apprend chaque geste, qu'il imitera pour l'enseigner à son tour. De génération en génération, maîtres et apprentis bâtiront des cathédrales. Cette image inspirée des légendaires compagnons (voir

encadré p. 26) et empreinte de romantisme européen des siècles passés sent la poussière, vous dites? Pourtant, malgré les années qui filent, les outils et les lois qui changent, l'esprit de transmission dans les métiers d'art liés à l'architecture et au bâtiment demeure. Même si les moyens pour y parvenir, eux, divergent parfois.

« Dans plusieurs métiers, le savoir se transmet de personne à personne », lance d'emblée France Girard, chargée de projet pour les métiers d'art liés à l'architecture et au bâtiment au Conseil des métiers d'art du Québec (CMAQ). Ces métiers sont ceux d'ébéniste de tradition en patrimoine bâti, de plâtrier traditionnel, de couvreur ornementaliste, de tailleur de pierre, de

Alexandre Maquet, tailleur de pierre

Photo: Christian Chevalier



feronnier d'art ou encore de vitrailliste. Des métiers qui ne courent pas les rues. Dans le répertoire des artisans qu'a élaboré le CMAQ ces dernières années, les experts de certaines de ces disciplines se comptent sur les doigts d'une seule main. Au total, l'ouvrage recense seulement quelque 150 artisans. D'où l'importance de garder ces métiers vivants et de les transmettre.

MISSION FORMATION

«On fait beaucoup d'efforts pour assurer la pérennité de ces métiers», explique M^{me} Girard.

Mais comment former la relève? Plusieurs jeunes sortent chaque année des écoles des métiers de la construction, des cégeps ou des écoles de métiers d'art, mais comment les intéresser à un métier rare? Autre défi: comment amener sur les chantiers ces gens dont certains se considèrent avant tout comme des artistes? La question est vaste, car un monde semble séparer la théorie sur le patrimoine et l'histoire de l'art et la pratique, les deux pieds dans la poussière d'un chantier.

Pour le CMAQ, la réponse réside dans des formations et des ateliers de perfectionnement. Au printemps et à l'automne prochain, il offrira sept nouvelles formations, allant de la taille de pierre à la ferronnerie d'art, en passant par la restauration de décors peints.

La Commission de la construction du Québec (CCQ) a aussi mis sur pied des formations d'une durée de 30 à 150 heures. Un ferblantier peut s'initier au revêtement de toitures ancestrales, un briqueteur-maçon peut se spécialiser en taille de pierre naturelle, des cours de théorie de la restauration de bâtiments d'époque sont offerts aux charpentiers-menuisiers... Tous les travailleurs de la construction qui ont leur carte de compétence ont le loisir de se spécialiser dans une technique de pointe liée au patrimoine. «Chez nous, 13% le font», souligne Simon-Pierre Pouliot, porte-parole de la CCQ.

Dans tous ces cas, la transmission de la connaissance de compagnon à apprenti reste la méthode privilégiée. Ces termes sont d'ailleurs encore utilisés sur les chantiers québécois, note M. Pouliot.

TERRAIN DE PRATIQUE

La directrice de la Fondation Saint-Roch de Québec, Magali Lavigne, reconnaît la pertinence des formations visant à forger la relève en métiers d'art liés à l'architecture et au bâtiment. «Mais il faut aller plus



Adrien Bobin, tailleur de pierre

Source: Adrien Bobin



Laurence Petit, mosaïste

Photo : Corinne Lachance



Daniel-Jean Primeau, plâtrier ornemaniste

Source : Daniel-Jean Primeau

loin», dit celle qui estime que, sans une véritable structure pour assurer la relève, la survie de ces métiers est menacée à court terme. «On a énormément de bâti à restaurer, et si on attend trop, plus personne n'aura les connaissances pour le faire», craint-elle.

La solution? Les Chantiers-apprentissages sur lesquels travaille la Fondation Saint-Roch depuis quatre ans. Ambitieuse et souvent complexe, reconnaît M^{me} Lavigne, l'idée est de créer des «escouades» d'artisans composées d'apprentis et de maîtres artisans. La formule, dont un projet pilote doit voir le jour au printemps, entend marier «pratique et apprentissage sur le chantier, et cours théoriques complémentaires dans les cégeps et les écoles de métiers d'art». «L'idée n'est pas de créer une école, nuance M^{me} Lavigne. On veut plutôt concevoir quelque chose d'itinérant, avec

PROFESSIONNELS À L'ŒUVRE

Depuis 2011, le Conseil des métiers d'art du Québec (CMAQ) travaille à identifier ainsi qu'à faire connaître et reconnaître les métiers d'art liés à l'architecture et au bâtiment, de même que les artisans qui les pratiquent. Jusqu'à maintenant, l'organisme a reconnu 16 métiers: tailleur de pierre, menuisier d'art, artiste verrier, ferronnier d'art, charpentier traditionnel, ébéniste, sculpteur, maçon traditionnel, peintre-décorateur, fondeur d'art, doreur, mosaïste, plâtrier ornemaniste, forgeron, métallier d'art et vitrailliste.

Près de 150 artisans ont fait reconnaître leur statut professionnel par l'organisme. Mais le CMAQ estime que son répertoire (metiersdart.ca) pourrait en recenser le double: au Québec, environ 300 personnes et entreprises détiendraient des savoir-faire traditionnels ou une expertise pointue liés à l'architecture et au bâtiment.

Pour obtenir le statut de professionnel, l'artisan doit déposer un dossier contenant une description détaillée des matériaux et des techniques de transformation qu'il emploie, photos à l'appui. Sa production est ensuite évaluée par un jury d'experts, selon les exigences de la définition et des normes et standards des métiers d'art. Le CMAQ tient six sessions d'évaluation par année. Les ateliers en métiers d'art peuvent également faire reconnaître leur production pour obtenir le statut de membre – Atelier en métiers d'art. (France Girard)



Ebénisterie Pelletier & fils

Gardien du patrimoine
depuis 1890



Membre artisan
professionnel du Conseil
des métiers d'art du
Québec, métiers d'art liés
à l'architecture et au
bâtiment.

Portes, fenêtres,
balcons et
projets spéciaux.

Récipiendaire de
nombreux prix décernés
par la Ville de Montréal,
l'APMAQ et l'OPAM.

450-793-4550

ebenisteriepelletieretfils.com



**MAISONS
DISTINCTIVES
SUR MESURE**

MARYSE LEDUC ARCHITECTURE
ET
DESIGN

maryseleduc.com
514 287-1214

LES
TOITURES
TOLE-BEC
INC.

Toitures Traditionnelles

- à Baguettes
- à Joints Debouts
- à la Canadienne
- Cuivre
- Cuivre Étamé
- Acier Pré-point
- Galvanisé
- Ardoise



- Entreprise Familiale -

Licence R.B.Q. 2617-6594-75



1212 Tellier, St-Vincent-de-Paul, Laval

Site internet:
(450) **661-9737** www.tole-bec.com



Daniel Gouffé, forgeron et ferronnier d'art
Photo: Guillaume D. Cyr

un accès aux chantiers pour la partie pratique.»

Cette formation veut mettre tout le monde dans le coup: institutions d'enseignement, entrepreneurs, architectes et Commission de la construction. Elle culminerait par une certification combinant un diplôme collégial (AEC) et la reconnaissance par les pairs. «C'est complémentaire à ce que fait le Conseil des métiers d'art. On touche le volet accès aux chantiers et on offre un type de formation qui n'existe pas encore.»

LA TRADITION DES COMPAGNONS

Les termes *apprenti*, *maître* et *compagnon* se rapportent à l'apprentissage d'un métier de personne à personne. Cette tradition française a d'ailleurs été inscrite en 2010 sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO. L'organisation définit le compagnonnage – un mot apparu au Moyen Âge mais reconnu au XVIII^e siècle –, comme un «réseau de transmission des savoirs et des identités par le métier». Des jeunes appelés apprentis parcourent la France de ville en ville pour apprendre auprès d'un maître un métier lié à la pierre, au bois ou au textile. «Pour pouvoir transmettre son savoir, l'apprenti doit produire un "chef-d'œuvre" évalué par les compagnons», selon l'UNESCO, qui considère le compagnonnage comme une formation qui allie «développement de l'individu et apprentissage du métier». À la Commission de la construction du Québec, les termes *apprenti* et *compagnon* sont encore utilisés. Le certificat d'apprenti est délivré à une personne admise à l'apprentissage d'un métier qui, après avoir réussi l'examen de qualification provinciale, peut devenir compagnon. (V. Gaudreau)

L'accès aux chantiers. La formule reviendra souvent au cours de l'entretien que M^{me} Lavigne a accordé à *Continuité* dans son bureau situé dans l'ancienne église Notre-Dame-de-Jacques-Cartier, au cœur du quartier Saint-Roch. C'est le cheval de bataille des Chantiers-apprentissages: sortir les futurs étudiants des ateliers et les amener sur le terrain. «Le projet a pris forme lorsqu'on a réalisé qu'on ne peut pas former un jeune dans un métier traditionnel simplement avec des cours théoriques. Le métier s'apprend sur des chantiers. Alors si vous voulez former des jeunes, il faut que vous y ayez accès», tranche-t-elle.

Mais la route vers ce que Magali Lavigne appelle «l'accessibilité inconditionnelle aux chantiers» est pavée d'obstacles. Au Québec, les chantiers sont rigoureusement régis par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction. Un amendement obtenu en 2001 par le CMAQ permet aux artistes professionnels des métiers d'art et aux restaurateurs d'œuvrer sur les chantiers de construction. Des chantiers servent parfois d'«école» lors d'occasions spéciales, comme du perfectionnement, mais l'ouverture à tous les étudiants n'est pas encore acquise, relate Simon-Pierre Pouliot.

ESSENTIELLE RECONNAISSANCE

Si, pour France Girard, la question de l'accès aux chantiers est importante, la chargée de projet au CMAQ signale un autre enjeu majeur: la reconnaissance de ceux qui pratiquent déjà un métier d'art lié à la construction. Car pour avoir envie de transmettre son savoir-faire, encore faut-il pouvoir l'exercer dans de bonnes conditions, dit-elle en substance. «Si les artisans vivent bien, on aura une relève intéressée. Un jeune ne voudra pas s'orienter vers un métier où il va crever de faim», illustre-t-elle.

La reconnaissance de ceux qui seront appelés à devenir de futurs maîtres artisans des Chantiers-apprentissages est aussi fondamentale aux yeux de Magali Lavigne. Les prochaines étapes du projet pilote seront d'ailleurs déterminantes pour dénicher ceux qui voudront bien transmettre leur métier. «Déjà que les artisans ne sont pas nombreux, combien ont le goût d'enseigner, et la capacité pédagogique de le faire?» s'interroge-t-elle. Mais, confiante de voir le projet pilote couronné de succès, M^{me} Lavigne se prend déjà à imaginer le

nombre de jeunes ou de moins jeunes, allant du travailleur de la construction féru de patrimoine jusqu'à l'ado décrocheur, qui pourraient y trouver une nouvelle passion.

Il faut faire comprendre, dit-elle, que ces métiers ont tout pour plaire aux jeunes. Ils allient histoire de l'art et de l'architecture, découverte d'outils et de techniques. Et ils sont bien de leur époque, même s'ils sont ancrés dans le patrimoine et la tradition. «Ces métiers font appel aux technologies modernes. Il faut sortir du cliché: les artisans ne travaillent pas comme au Moyen Âge!»

Déjà, les premiers échos reçus l'automne dernier laissaient présager le meilleur pour les Chantiers-apprentissages. Un seul article dans un journal de quartier à Québec a permis, selon M^{me} Lavigne, de mesurer l'intérêt pour ce concept de formation. «On ne s'attendait pas à recevoir un si grand nombre d'appels de jeunes et de parents. Ça veut dire qu'il y a des jeunes vrai-

ment intéressés par la question!» lance-t-elle, enthousiaste.

Des apprentis qui auront possiblement envie de prendre le flambeau des maçons, mosaïstes, ferronniers, couvreurs. Et de bâtir à leur tour peut-être pas des cathédrales, mais le patrimoine de demain.

Valérie Gaudreau est journaliste.

S'UNIR POUR MIEUX AGIR

Le regroupement des artisans dans un organisme qui reconnaît leur professionnalisme, comme le Conseil des métiers d'art du Québec, favorise le réseautage, fait connaître les travailleurs aux donneurs d'ouvrage... et représente par conséquent un atout pour la sauvegarde du patrimoine bâti. L'automne dernier, par exemple, quatre artisans professionnels ont uni leurs connaissances et leurs savoir-faire afin de proposer un plan d'intervention qui a permis de restaurer les portes et fenêtres du monastère de L'Hôtel-Dieu de Québec, plutôt que de les remplacer. (F. Girard)



La cohabitation entre le nouveau et l'ancien :
un enjeu en architecture au XX^e siècle.

**ACTUALISER LE PATRIMOINE
PAR L'ARCHITECTURE CONTEMPORAINE**

Alexandra Georgescu Paquin

2014 **32\$** PAPIER **23,99\$** PDF EPUB

Presses de l'Université du Québec

Plus de
1 400 livres
à feuilleter

PUQ.CA

Portrait de m é

*Afin de créer des
des savoir-faire sur le terrain
la situation des travailleurs
au Québec. Lumière
qui ont la survie de nos*

par Magali Lavigne

Le bâti ancien a été construit selon des méthodes qui diffèrent des procédés contemporains issus de l'industrialisation. Par exemple, l'assemblage des charpentes de bois était à tenon et mortaise jusqu'à l'apparition des clous industriels vers 1880, alors que de nos jours, les fermes de toiture sont préfabriquées et assemblées à l'aide de plaques métalliques. Il ne reste plus qu'une poignée de travailleurs qui possèdent les savoir-faire pour restaurer ou réhabiliter les anciennes structures. Depuis les années 1960, l'extinction guette



Photos: Patrice Niset, Les Miroirs de l'ombre

tiens

*formations basées sur la transmission
in, la Fondation Saint-Roch a étudié
des métiers patrimoniaux du bâtiment
sur la réalité de ces hommes et femmes
notre patrimoine bâti entre leurs mains.*

ces métiers patrimoniaux. Les charpentiers de toit, les fabricants de plâtre, les marbriers, les menuisiers de portes et fenêtres de bois, les ferblantiers ainsi que les maçons connaissant la maçonnerie de pierre et les enduits traditionnels se font de plus en plus rares. Il faut impérativement trouver une façon de freiner cette érosion.

Rares sont les travailleurs des métiers traditionnels du bâtiment qui ont profité d'une formation en bonne et due forme sur les techniques et méthodes anciennes. L'acquisition de compétences s'effectue plutôt au gré des occasions. Par exemple, un premier contrat pour reconstruire des arbalétriers, des poinçons et des entrails

avec assemblage à tenon et mortaise permet d'acquérir l'expertise initiale, laquelle débouche sur d'autres contrats plus complexes techniquement, élevant ainsi progressivement le niveau d'expertise. Ce mode d'apprentissage obéissant à une logique marchande, on peut se demander s'il n'y aurait pas un meilleur moyen d'assurer la transmission des savoir-faire.

Les travailleurs des métiers patrimoniaux acquièrent très souvent leurs savoir-faire en empruntant un parcours atypique; leur formation, leurs conditions de travail et leur conception du métier divergent de ce que prévoit la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction. Mais pour avoir accès aux chantiers, ils doivent obtenir une carte de compétence délivrée par la Commission de la construction du Québec. Ou se prévaloir de l'exemption prévue par la loi en faisant reconnaître leur expérience par une association professionnelle. Ces exigences en découragent certains.

Selon les groupes consultés par la Fondation Saint-Roch, cette marginalisation réglementaire participe à l'appauvrissement continu des savoir-faire au sein de l'industrie. Conséquences: une hausse des





Le travail du doreur consiste à traiter une surface (en bois, en plâtre, en métal, etc.) pour ensuite y appliquer de la dorure sous forme de poudre d'or, de peinture dorée ou de feuilles d'or.

interventions inadéquates et du coût à terme de la préservation de notre bâti patrimonial, et un désintéressement considérable des jeunes pour le domaine, faute d'emplois.

UN MARCHÉ IMPORTANT

Le marché annuel de la restauration et de la réhabilitation du bâti patrimonial au Québec se chiffre à au moins 90 millions de dollars, ce qui correspond au montant in-

vesti dans des projets réalisés avec le soutien de l'État. Les emplois générés s'élèvent à un peu plus de 800 à temps complet pour les travailleurs de la construction et à quelque 250 pour les artisans des métiers patrimoniaux du bâtiment intervenant régulièrement, sur chantier ou hors chantier, dans des activités de restauration et de réhabilitation de bâti ancien.

Ces activités liées au patrimoine bâti nécessitent plus de main-d'œuvre que la construction neuve et la rénovation résidentielle, et les emplois y sont relativement bien payés. En Europe comme en Amérique du Nord, il est largement admis que le secteur de la restauration-réhabilitation de structures patrimoniales génère plus d'emplois et de revenus pour les ménages locaux que beaucoup d'autres activités économiques. Des avantages qui, s'ils étaient mieux connus, sauraient certainement intéresser la relève.

COTE À LA HAUSSE

Justement, la formation de la relève apparaît comme un enjeu crucial dans le domaine de ces métiers traditionnels. Depuis une vingtaine d'années, les mentalités ont changé. Les pouvoirs publics ont réalisé que certains métiers rares risquaient de disparaître, notamment grâce aux initiatives du Conseil des métiers d'art du Québec. Sous l'impulsion des entrepreneurs et des donneurs d'ouvrage, la prise de conscience s'élargit jusqu'à la Commission de la construction du Québec.

Architecture • Restauration • Réhabilitation
Études patrimoniales • Conservation

FGMDa
ARCHITECTES

Montréal | Toronto | Iqaluit | fgmda.com



La préservation du patrimoine bâti sollicite des compétences spécialisées, et en nombre de plus en plus élevé. Lorsqu'ils doivent restaurer des bâtiments anciens, les travailleurs de la construction se frottent à des méthodes de travail peu communes, à l'usage d'outils particuliers et d'un savoir propre à ce secteur d'activité. Les compétences nécessaires ne sont pas enseignées dans les programmes menant aux diplômes d'études professionnelles (DEP) en construction. Les travailleurs ayant acquis de l'expérience en restauration sont peu nombreux.

À l'heure du développement durable, le métier traditionnel reconquiert ses lettres de noblesse, le geste de l'artisan-ouvrier retrouve sa légitimité. Les initiatives se multiplient pour valoriser des savoir-faire traditionnels, synonymes de qualité et d'authenticité dans l'inconscient collectif. S'ils demandent des qualités artistiques et intellectuelles et réclament un investissement personnel important, les métiers traditionnels apportent en contrepartie de très grandes satisfactions et offrent des possibilités d'évolution trop souvent méconnues. Les partenariats sectoriels et la collaboration entre artisans de divers secteurs entraînent réunion des compétences, échange de points de vue et partage des voix créatives. Ils stimulent également l'impérative nécessité d'intégrer les nouvelles technologies pour assurer l'évolution et l'adaptation de ces métiers. De plus, les travailleurs spécialisés qui manipulent des éléments patrimoniaux ont un impact culturel : ils font renaître des formes traditionnelles de travail qui contribuent à la santé financière et culturelle des collectivités.

MÉTIER À IDENTIFIER

Les professionnels du milieu s'accordent généralement pour dire que le métier traditionnel implique une maîtrise globale des techniques ainsi qu'une connaissance exhaustive des matériaux. Ils s'entendent aussi sur la nécessité d'apprendre son métier *in situ*, par une transmission qui s'inscrit fondamentalement dans un rapport humain. À l'international, la majorité, voire la totalité des écoles reconnues en métiers patrimoniaux ont conservé ce mode de transmission.

Cela dit, les avis divergent quant au vocabulaire d'identification. Certains se considèrent ouvriers ou travailleurs plus proches du monde de la construction, d'autres ne se reconnaissent que comme artisans, avec



une forte marque culturelle. Sans définition officielle, l'identité de ces travailleurs est forcément peu reconnue, tout comme la nécessité de jeter un pont entre deux univers, deux approches. La reconnaissance du statut d'artisan professionnel par le Conseil des métiers d'art du Québec est un pas dans la bonne direction, mais il faut aller plus loin.

Les artisans, chefs d'entreprise, donneurs d'ouvrage, architectes, salariés et représentants d'organisations professionnelles ou formatrices que la Fondation Saint-Roch a rencontrés concluent que le devenir des métiers passe par l'identification des savoir-faire qui y sont associés. Il faut dépasser les clivages socioprofessionnels et sectoriels et définir des espaces de qualification qui offrent une diversité de parcours d'accomplissement professionnel. L'objectif demeure de transmettre cette précieuse maîtrise des matériaux et des techniques qui permet de réaliser des œuvres uniques et de préserver les trésors d'hier.

Magali Lavigne est directrice générale de la Fondation Saint-Roch.

Pour restaurer ou remplacer des pièces de métal entrant dans la composition d'un bâtiment ancien, le forgeron est un allié de choix.



Indispensables

*Pour l'architecte qui dirige un chantier de restauration,
les artisans des métiers d'art liés à l'architecture et au bâtiment
sont de précieux alliés. Encore faut-il les connaître
et les inclure dès le début du projet.*





À gauche : Des forgerons et des ébénistes ont été mis à contribution pour restaurer le site patrimonial du Banc-de-Pêche-de-Paspébiac.

Source : Boudreau Fortier Huot société d'architecture

À droite : Les statues qui ornent les pinacles de l'église de Saint-Isidore ont été remises en état par Benoît Montreuil dans un atelier de fortune à l'extérieur du chantier.

Photo : fabrique de Saint-Isidore

compagnons

par Michel Boudreau

Après plus de 25 ans de pratique comme architecte, je constate qu'au Québec, il n'est pas toujours simple d'intégrer des artisans dans nos chantiers. Rareté de la main-d'œuvre, contraintes associées à la réglementation de l'industrie, mécanismes d'autorisation parfois longs et fastidieux, voilà qui complique les choses. Reste que depuis quelques années, il y a de l'espoir à l'horizon.

DISPARITÉS RÉGIONALES

Ma pratique m'a amené à intervenir sur des chantiers de restauration, de conservation et de mise en valeur du patrimoine presque partout au Québec, et à collaborer avec un grand nombre d'artisans. Je tire de cette connaissance du territoire un portrait régional pas si sombre des forces et des lacunes en matière de main-d'œuvre qualifiée. Par exemple, les Îles-de-la-Madeleine ont su assurer une excellente transmission des connaissances relatives à la pose des bardeaux de cèdre. La Beauce ne manque pas de plâtriers ornemanistes ni de peintres-doreurs, et la région de la capitale compte



Dans son atelier, Benoît Montreuil a restauré ou reproduit toutes les pièces de la marquise de l'Hôtel Clarendon, à Québec.

Source : Boudreau Fortier Huot société d'architecture

un bassin de couvreurs-ferblantiers traditionnels assez unique au Québec. En contrepartie, ces ferblantiers-couvreurs sont presque inexistants en Gaspésie et au Bas-Saint-Laurent. À l'échelle régionale, ces lacunes peuvent amener les professionnels du milieu à croire, à tort, que certains métiers ont disparu, et à baisser les bras devant les défis que pose le patrimoine.

UN CADRE À REVOIR

Dans le débat récemment relancé sur l'intégration aux chantiers des artisans des métiers d'art liés à la construction, la place qu'occupe la précarité d'emploi m'apparaît un peu étonnante. S'il est vrai que celle-ci est plus importante pour certains métiers, n'existe-t-elle pas dans toutes les sphères de notre économie ?

Dans cette discussion, il faut aussi distinguer les commandes publiques et privées. S'il est relativement simple de faire intervenir un artisan dans un projet dont le financement relève d'un investisseur privé, la commande publique est soumise à des règles plus strictes pour l'attribution de contrats.

C'est surtout sur l'encadrement des métiers traditionnels qu'il faut se pencher. Le principal obstacle à l'intégration des artisans aux chantiers régis par la Commission de la construction du Québec (CCQ) est que certains ne possèdent pas de certificat de compétence. Ils œuvrent parfois en solitaire dans un champ très pointu négligé par les écoles de formation : les tailleurs de pierre, ferblantiers, ornemanistes ou vitrailistes, par exemple, apprennent le métier par transfert de connaissances, en côtoyant leur maître pendant plusieurs années plutôt qu'en suivant des cours. Pour avoir accès aux chantiers, ils doivent donc retourner sur les bancs d'école pour obtenir ces fameuses cartes de compétence, ou encore, se faire reconnaître par le Conseil des métiers d'art du Québec, ce qui en refroidit certains. Cela dit, on ne peut pas non plus ouvrir les chantiers à n'importe qui. Malgré les inconvénients que cela comporte, il est important que les artisans se donnent la peine de faire reconnaître leur savoir-faire. Il faut enfin mieux informer les professionnels de la construction sur les métiers traditionnels, mais aussi sur les capacités et les compétences des artisans. Il est surprenant de voir que les principaux acteurs de l'industrie, en particulier mes confrères architectes, sont très peu entourés de cette main-d'œuvre et qu'ils ne collaborent avec elle que sur une base exceptionnelle.

SUR LA BONNE VOIE

Impossible de le nier, la CCQ comprend mieux les enjeux liés à ces métiers qu'il y a une vingtaine d'années. Des progrès ont été accomplis, et de belles collaborations ont vu le jour avec la Commission. Grâce à des ententes spéciales, des artisans peuvent désormais intégrer des chantiers pour une période donnée et pour un aspect précis, y collaborer au même titre que les ouvriers et y mettre à profit leur expérience. Toutefois, l'obtention des approbations requises s'avère parfois assez longue. Et elles sont nécessaires pour qu'un artisan sans certificat de compétence puisse travailler sur un chantier ou dans un édifice ouvert au public.

Un exemple de réussite ? La restauration du site patrimonial du Banc-de-Pêche-de-Paspébiac entre 2002 et 2009, dans la Baie-des-Chaleurs, où des forgerons et ébénistes ont été mis à contribution. Pour permettre la collaboration de ces artisans avec les entrepreneurs en place, les architectes ont d'abord dû défendre leur projet auprès de la CCQ et déposer tous les documents exigés. Leur démarche visait également à favoriser l'embauche de main-d'œuvre locale, à transmettre les connaissances, à former une relève pour l'entretien et, par conséquent, à assurer la pérennité du site.

COMPLICES DE LA PREMIÈRE HEURE

Notre firme intègre des artisans spécialisés dès le début de certains projets de restauration et de conservation. Cette avenue permet de mener à terme des ouvrages autrement presque impossibles à réaliser dans le cadre réglementaire actuel – souvent, l'industrie ne peut satisfaire facilement aux exigences des professionnels, en raison soit de l'absence de main-d'œuvre dans une région, soit du manque d'expérience de la main-d'œuvre disponible.

L'église de Saint-Isidore

En 1985, des reproductions en béton armé de deux statues réalisées par le sculpteur Louis Jobin ont été déposées sur les pinacles de l'église de Saint-Isidore. En 2010, le chantier de restauration de la couverture a permis d'examiner les reproductions : leur état de conservation était plutôt mauvais – à titre d'exemple, des membres étaient cassés ou endommagés. Il a donc été décidé de retirer les statues de leur socle pour les entreposer dans le petit atelier de l'assemblée de fabrique. Le restaurateur Benoît Montreuil a alors été appelé à intervenir sur les statues. Comme il se

trouvait hors des limites du chantier de construction, il pouvait travailler en toute légalité. Son atelier de fortune l'a protégé du soleil et des intempéries, condition nécessaire pour appliquer les mortiers de remodelage et parfaire les couleurs des finis existants. Une fois les pièces restaurées, l'entrepreneur a coordonné la réinstallation des statues, effectuée par sa main-d'œuvre.

La marquise du Clarendon

En 2012, le Groupe Dufour a fait appel à notre firme pour restaurer la marquise Art déco de l'Hôtel Clarendon, à Québec, dessinée par l'architecte Raoul Chênevert en 1927. Il a d'abord fallu analyser les métaux composant cet élément d'ornementation. Très vite, le constat est tombé : les pièces étaient dans un très mauvais état de conservation.

Comme il s'agissait d'un investissement privé, aucune règle n'empêchait de retenir d'emblée les services de M. Montreuil, reconnu pour ses connaissances métallurgiques. Le restaurateur deviendrait un sous-traitant de l'entrepreneur général, ce qui éviterait les frais de devis d'exécution de la partie métallier d'art, qu'il aurait fallu intégrer au devis des architectes en lançant un appel d'offres. Un entrepreneur habilité à réaliser le travail a pu être sélectionné sans appel d'offres.

L'entrepreneur a donc démantelé la marquise sous la supervision de M. Montreuil. Toutes les pièces, à l'exception de la structure, ont été acheminées vers l'atelier du restaurateur. Il les a restaurées en plus de concevoir des moules pour la reproduction de celles qui étaient trop endommagées et pour le traitement métallurgique de chacune. Plus de 12 mois plus tard, les ouvriers de l'entrepreneur général ont réinstallé les pièces conformément au plan préparé par M. Montreuil.

La Maison Drouin

À l'été 2013, à Saint-François-de-l'Île-d'Orléans, lors des travaux de restauration de la Maison Drouin pour la Fondation François-Lamy, les soumissionnaires avaient des appréhensions concernant la restauration et le reconditionnement des finis anciens, dont certains sont âgés de près de 300 ans. À l'origine de cette crainte : la difficulté de trouver une main-d'œuvre qualifiée et disponible. La connaissance des matériaux de finition intérieure commande des études approfondies et une bonne pratique *in situ*, ce qui en fait un domaine où les artisans sont moins nombreux.

Le Québec compte tout de même quelques artisans spécialisés en finis anciens.

Pour permettre à notre artisan restaurateur François Chagnon de reconditionner les finis en toute légalité, nous avons suspendu les travaux pendant quatre semaines : il ne s'agissait donc plus d'un chantier. Il a pu vaquer à son travail dans un environnement silencieux et sans poussière. L'entrepreneur est ensuite revenu parfaire le chantier et les menus travaux intérieurs (voir « Maison Drouin. Renaissance d'une pionnière » et « Faire parler les murs », *Continuité*, n° 142, automne 2014).

Plusieurs des projets de restauration de notre firme reposent sur une étroite collaboration entre artisans et architectes. Certains ne commandent pas la présence des artisans sur place, mais cette main-d'œuvre est tout de même indispensable à la réussite de la quasi-totalité de nos chantiers de conservation et de mise en valeur du patrimoine. Entretenir le lien privilégié entre toutes les parties s'avère une priorité qu'on ne saurait négliger.

Michel Boudreau est architecte.



Dans le cas de la restauration de la Maison Drouin, à l'île d'Orléans, le chantier a été fermé pendant quatre semaines pour permettre à François Chagnon de reconditionner les finis intérieurs.

Photo : Guillaume D. Cyr

PASSEUR DE FLAMBEAU



Artisan maçon et fumiste, Lester Toupin aime profondément le métier qu'il pratique et tient à transmettre les savoir-faire dont il a hérité. Pour assurer sa relève, il a cherché à définir les métiers d'art liés au bâtiment, s'est engagé socialement et a formé deux apprentis. Témoignage.

par Lester Toupin

Je suis artisan professionnel de métiers d'art liés au bâtiment. Plus précisément maçon et fumiste, une spécialité de la maçonnerie traditionnelle qui touche la construction et la restauration des foyers et des cheminées.

En latin, *traditio* désigne, au sens propre, l'action de remettre quelque chose, et au figuré, la transmission, l'enseignement.

Jadis, j'avais pris un engagement : « Tel je reçois le métier, tel je devrai le transmettre. » Mais il se bute à un écueil de taille : les métiers d'art liés au bâtiment sont en voie de disparition. Alors qu'on recensait 2500 artisans au Québec vers 1992, on n'en compterait plus que 300. Avec l'industrialisation du secteur de la construction après la Seconde Guerre mondiale, les savoirs des artisans n'ont plus été nécessaires ; les entreprises ont adopté le mode industriel de production. L'industrie de la

Lester Toupin et son fils Olivier, construisant le foyer de la maison Pichet-Gosselin à l'île d'Orléans

Photos : Guillaume D. Cyr



construction a rapidement progressé et les ouvriers se sont syndiqués. À partir des années 1970, des lois provinciales ont encadré la pratique des métiers de la construction. Non reconnus, les artisans ont perdu leur accès aux chantiers, fussent-ils du patrimoine. Privés de leur gagne-pain, un grand nombre d'entre eux ont connu la précarité. Un à un, les ateliers ont fermé et ferment encore, faute de relève. Que faire pour transmettre mes savoir-faire ?

AIMER SON MÉTIER

La solution réside d'abord dans l'amour du métier. C'est la motivation qui anime ma volonté de le transmettre. J'aime allumer un feu dans le foyer et observer l'émerveillement de la famille. J'aime réparer la robe de pierre d'une maison ancienne et admirer sa beauté. J'aime travailler avec mes compagnons – en latin, « ceux avec qui je partage le pain ».

Mon métier a été mon chemin de vie. Il m'a permis de m'accomplir en tant qu'humain. Je suis conscient d'appartenir à une longue chaîne humaine qui prend ses racines au temps des pyramides. Je suis le dernier maillon et, à l'automne de ma vie, il me faut forger le prochain, afin de transmettre ce patrimoine immatériel essentiel à la conservation de notre patrimoine bâti, lui bien matériel.

TENTER DE DÉFINIR

J'ai aussi cherché à comprendre ce qui arrive aux métiers traditionnels du bâtiment. Pour y parvenir, j'ai entrepris une maîtrise

en sciences de l'orientation. En 2000, je déposais un essai intitulé *L'artisan de métier d'art du bâtiment au Québec*, dans lequel je proposais une définition des métiers d'art du bâtiment. L'artisan est celui qui conçoit et réalise ses œuvres. C'est ce qui le distingue de l'ouvrier de la construction, dont la tâche est de réaliser les travaux. L'artisan doit connaître le matériau brut, savoir le transformer et pouvoir l'intégrer dans un bâtiment en respectant son style architectural.

J'ai aussi appris l'importance de l'éthique dans la pratique de nos métiers. Les valeurs de respect et de service forment la base du code de déontologie. J'ai découvert l'importance de la tradition transmise par le compagnonnage, ce système pédagogique visant « la formation d'un homme à travers son métier », comme me l'a dit un jour le directeur des études chez les Compagnons du devoir, une association ouvrière héritière de la tradition du compagnonnage.

J'ai aussi compris que pour contrer la disparition progressive des artisans – un phénomène social –, il fallait réinsérer ce groupe professionnel en le reconnaissant, de manière à lui permettre de retourner sur les chantiers de construction en toute légalité. Pour cela, les artisans devaient eux-mêmes se définir et lutter pour leur reconnaissance.

MILITER POUR LE CHANGEMENT

Je crois que la reconnaissance des métiers traditionnels implique une action politique





Québec a modifié ses statuts pour nous accueillir, défendre nos intérêts et nous reconnaître selon la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs. Désormais, mon métier était défini comme un métier d'art. Refondue en 2012, la Loi sur le patrimoine culturel a reconnu l'importance de préserver le patrimoine immatériel, dont nos métiers font partie. Mais l'accès aux chantiers de construction n'est toujours pas acquis et beaucoup reste à faire pour convaincre nos collègues du monde de la construction de notre droit de travailler.

TRANSMETTRE SA PASSION

Le geste le plus important que j'ai posé pour assurer ma relève a été de créer deux entreprises où je pourrais assurer la conservation des métiers d'art. La vie a été bonne. Deux Olivier se sont engagés: Olivier Hudon et Olivier Toupin, mon fils. Formé en ébénisterie, Olivier Hudon a voulu apprendre la maçonnerie dans mon entreprise. Il y est resté sept ans. En 2004, il s'est installé à Sainte-Rose-du-Nord et nous avons créé ensemble la coopérative Les Artisans du Fjord, qui embauche aujourd'hui quatre employés. Puis, ce fut au tour d'Olivier Toupin de s'engager dans le métier de maçon. En 2012, nous avons fondé une entreprise familiale: Métiers d'art du bâtiment ARTES, entrepreneur général spécialisé dans la conservation du patrimoine bâti.

L'orientation professionnelle des apprentis est atypique. L'absence de formation spécifique nécessite le cumul de plusieurs diplômes d'enseignement: secondaire, professionnel, collégial ou universitaire. À preuve, le parcours de mon fils: DES,

et sociale menée par les artisans eux-mêmes. Au cours des 20 dernières années, j'ai donc participé à cette lutte. Je savais que si je voulais transmettre mes savoir-faire, il fallait préparer une structure de métiers pouvant accueillir mes successeurs.

Cette lutte a porté ses fruits. En 2000, la loi 181 modifiait l'article 19 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, donnant accès aux chantiers aux artisans reconnus comme artistes au sens de la loi. Après quoi, le Conseil des métiers d'art du



Heureux de participer à la restauration du Vieux-Québec depuis 20 ans.

BOUDREAU FORTIER HUOT

810, Saint-Joseph Est Québec Québec Canada G1K 3C9
t. (418) 694. 6911 f. (418) 694. 0833 bharchitectes.com

DEP en briquetage-maçonnerie, DEC en technologie de l'architecture, bac en histoire de l'art. Pour atteindre son objectif de devenir restaurateur en maçonnerie, il devra faire une maîtrise dans le domaine.

L'intégration des savoirs ne peut se faire sans relation interpersonnelle entre le maître et l'apprenti, ni sans engagement vocationnel profond de la part des deux parties. La philosophie du compagnonnage inspire notre modèle pédagogique. L'apprentissage est long. Il existe entre nous un accord tacite qui engage chacun à rester actif encore 10 ans; c'est la période de transmission du métier jugée nécessaire.

Dans chacune des deux entreprises que j'ai cofondées, on se conforme aux exigences de deux secteurs d'activité très différents : la construction et la culture. Les objectifs sont les mêmes: construire et enseigner. Chaque chantier est un lieu d'apprentissage et une occasion de valoriser les métiers.

Mais les modalités ne sont pas simples. Par exemple, pour pouvoir exécuter des travaux de construction, ARTES doit détenir une licence d'entrepreneur général de la Régie du bâtiment du Québec. De mon côté, je suis un artisan professionnel reconnu par le Conseil des métiers d'art du Québec, mais je dois demander à la Commission de la construction du Québec (CCQ) une carte de compétence qui me sera attribuée en tenant compte de mon expérience. Quant à mon fils, il peut accéder aux chantiers grâce à sa carte d'apprenti de la CCQ, mais il devra demander son statut professionnel de l'Ordre des technologues du Québec pour obtenir l'assurance responsabilité professionnelle nécessaire pour couvrir les activités de conception de l'entreprise...

J'espère que mes apprentis réussiront leur vie professionnelle et que la lutte des artisans permettra la reconnaissance de nos métiers. Quant à moi, j'ai mis toute ma force et mon intelligence pour être un

maillon de cette longue chaîne humaine. En retour, j'aurai eu une vie bien remplie et porteuse de sens. Il ne me reste maintenant qu'à vous inviter à soutenir notre action pour protéger deux patrimoines indissociables: les bâtiments anciens et nos métiers.

Lester Toupin est artisan maçon et fumiste.

Encore plus de *Continuité* cette année!

Ajoutez à votre collection le hors-série
« **Centre de conservation du Québec.
Lever le voile du temps** »

Pour le commander, remplissez le coupon d'abonnement qui se trouve au début du magazine (en choisissant l'option hors-série), puis faites-le parvenir avec un chèque de 18,54 \$ à l'ordre de la SODEP (Continuité) à C. P. 160, succursale Place d'Armes, Montréal, Québec, H2Y 3E9. Vous pouvez aussi payer par carte de crédit en indiquant le numéro de la carte (Visa ou MasterCard), sa date d'expiration (mois/année) et le nom de son détenteur. Pour ceux qui veulent commander par téléphone, le numéro est le 514 397-8670.

Une belle façon de souhaiter
un joyeux 35^e anniversaire
au Centre de conservation du Québec!





Des discussions ont permis de raffiner les interventions sur les verrières de Marcelle Ferron; les considérations de chaque partie impliquée dans leur restauration ont été prises en compte.

Photo: Michel Elie

Forces complém

Dans un projet de restauration, chaque spécialiste a un rôle à jouer: l'entrepreneur, l'architecte, l'ingénieur, le restaurateur et, bien sûr, l'artisan. Avec ses aptitudes et ses talents propres, chacun nourrit les autres, et au final, tous se complètent.

*par Isabelle Cloutier
et Isabelle Paradis*

Intervenir sur les éléments d'un bâtiment historique, sur un décor peint dans une église ou sur une œuvre d'art intégrée à l'architecture demande des connaissances dans de nombreux domaines. La collaboration de divers spécialistes est donc nécessaire. L'architecte porte un regard global sur l'ensemble du bâtiment, l'entrepreneur gère et réalise les travaux de construction, l'ingénieur apporte une expertise, entre autres, sur la structure, le restaurateur intervient sur les éléments patrimoniaux pour les conserver

et les restaurer, et l'artisan les reproduit ou les complète dans les limites qu'impose la conservation patrimoniale.

CUMUL DE CONNAISSANCES ET DE TALENTS

Restaurateurs et artisans travaillent parfois de pair sur des projets de restauration. Leurs échanges permettent à chacun d'apprendre de l'expérience de l'autre. Certaines collaborations impliquant le Centre de conservation du Québec (CCQ) ont été des plus fructueuses, comme le montrent les exemples qui suivent.

Le brasage traditionnel

Ornant le toit et les façades de bâtiments anciens, plusieurs sculptures recouvertes de tôles de cuivre, de plomb et de fer-blanc ont posé problème aux restaurateurs. La pratique du brasage traditionnel (soudure) est de plus en plus rare et il est difficile de trouver un artisan qui maîtrise cette technique ancienne. Dans le cadre d'un projet de restauration au CCQ, on a demandé à un artisan soudeur de faire des tests afin d'adapter sa technique de soudure pour répondre aux principes de restauration, soit le respect de l'intégrité de l'œuvre, l'intervention minimale et la réversibilité. Après plusieurs essais et erreurs sur un matériau neuf, ainsi que de nombreux échanges entre les restaurateurs et le soudeur, une technique a été élaborée. Mais lorsqu'on intervient sur des matériaux anciens, il n'y a pas de standards, et les imprévus d'ordre technique sont plutôt la norme. Des ajustements ont été apportés tout au long du projet afin de concilier les contraintes techniques du soudeur et les



considérations scientifiques (compatibilité chimique, stabilité et durabilité des matériaux) des restaurateurs. La combinaison des connaissances historiques et scientifiques du restaurateur et des habiletés et des connaissances techniques en soudure de l'artisan a été gage de succès.

Les verrières de Marcelle Ferron

Pour ses verrières, l'artiste Marcelle Ferron utilisait des profilés en H faits de plastique translucide qui remplaçaient l'assemblage traditionnel au plomb des vitraux. Malheureusement, en vieillissant, ces profilés brunissent et deviennent cassants. Après un certain temps, ils sont trop faibles pour supporter le poids des verres. Avec la collaboration de l'Institut canadien de conservation, le CCQ a donc mené une recherche scientifique afin de trouver un plastique de remplacement plus stable et de plus longue durée.

Des maîtres verriers ont été appelés à collaborer avec un restaurateur pour restaurer plusieurs de ces verrières monumentales. L'expérience technique et les

Les restauratrices Monique Benoit et Mireille Brulotte ont demandé à l'artisan soudeur Frédéric Caron de développer une technique de soudure adaptée à la restauration de sculptures recouvertes de tôles de cuivre, de plomb et de fer-blanc.

Photo : Guy Couture



Pour leurs interventions sur de la maçonnerie ancienne, les restaurateurs font parfois appel à l'expertise de tailleurs de pierre.
Photo: Mathieu Carpentier

TRADITION ET CRÉATION : FAIRE LA PART DES CHOSES

En France, les artisans ont suffisamment de travail pour que ceux qui le désirent se spécialisent en patrimoine. De plus, ils travaillent toujours sous la supervision d'architectes ou de restaurateurs. Mais au Québec, ils conjuguent souvent patrimoine et création. Or, selon la Charte de Venise, document phare de la discipline, « la restauration s'arrête là où commence l'hypothèse ». Toute personne qui travaille dans le domaine du patrimoine doit mettre la création de côté au profit d'un savoir-faire traditionnel ou spécialisé. Son intervention doit être basée sur une recherche historique réalisée préalablement par un restaurateur. Certains artisans dont la pratique est basée sur la création comprennent mal cet aspect de la conservation.

outils des premiers bonifiaient les connaissances scientifiques du second, qui devait choisir les matériaux les plus appropriés en vue d'une conservation à long terme de l'œuvre et du respect de l'intention de l'artiste. Des discussions ont permis de raffiner les interventions en tenant compte des considérations de chacun.

Maçonnerie ancienne

La restauration de maçonnerie ancienne demande des connaissances poussées sur les propriétés de la pierre et des mortiers, ainsi qu'une bonne compréhension des forces physiques qui s'exercent au sein de ces ensembles complexes. Dans certains projets, les restaurateurs n'hésitent pas à faire appel à l'expertise de tailleurs de pierre qui maîtrisent les techniques traditionnelles. Le restaurateur établit le constat d'état du bien et utilise ses connaissances scientifiques pour choisir les techniques appropriées pour les interventions de conservation (nettoyage, consolidation...). Pour sa part, le tailleur de pierre possède une connaissance approfondie du comportement de la pierre et maîtrise les techniques pour la remplacer; la constance de son exécution est déterminante pour la qualité du produit final.

Chaque projet en restauration du patrimoine est unique et les erreurs causent souvent des pertes irrémédiables. C'est pourquoi il est important de prendre le temps d'analyser le contexte, d'établir les objectifs de l'intervention et les meilleurs moyens pour les atteindre. La formation d'une équipe multidisciplinaire et compétente est très souvent gage de réussite. Si les préoccupations scientifiques et techniques des uns et des autres s'affrontent parfois sur les chantiers, les échanges qui en découlent sont bénéfiques pour la pérennité du patrimoine.

Isabelle Cloutier et Isabelle Paradis sont restauratrices de biens culturels, spécialisées en sculpture, au Centre de conservation du Québec.

ARTISAN OU RESTAURATEUR PROFESSIONNEL?

Un public non averti peut facilement confondre artisan et restaurateur professionnel. Normal, car le nom *restaurateur* n'est pas réglementé : n'importe qui peut se désigner ainsi. Cependant, des maîtrises universitaires en restauration sont exigées par les institutions muséales. Même si ce type de formation n'existe pas au Québec, les restaurateurs professionnels détiennent pratiquement tous une maîtrise de l'Université Queen's (Kingston, Ontario) ou de l'étranger.

L'Association canadienne des restaurateurs professionnels (ACRP) a mis en place un processus d'accréditation passant par un examen devant un jury de pairs expérimentés. La maîtrise des principes de conservation et du code de déontologie est essentielle pour obtenir la reconnaissance professionnelle. La législation québécoise reconnaît désormais la compétence des restaurateurs sur les chantiers de construction en ce qui concerne les travaux de restauration d'«une production artistique originale de recherche ou d'expression ou son intégration à l'architecture d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil ou à leurs espaces intérieurs et extérieurs» (exclusion de la loi R-20).

Pour les artisans, la formation est elle aussi très importante puisque le travail est basé sur des compétences et des connaissances qui doivent être transmises. Un artisan qui détient une formation solide, le plus souvent acquise à l'étranger, se démarque : il connaît la matière, il anticipe et contrôle sa transformation.



FORMATIONS EN PATRIMOINE

Pour transformer le milieu de manière harmonieuse
tout en respectant l'identité des lieux

**NOUVEAU
CONTENU !**

Patrimoine et territoire : une approche intégrée

- Analyser l'organisation des tissus urbains, villageois et territoriaux
- Déterminer le caractère identitaire du patrimoine bâti
- Saisir le milieu bâti dans son ensemble et dans son processus d'évolution

Paysages culturels : enjeux des milieux ruraux

- Déterminer les composantes du territoire et leur évolution
- Analyser les forces et les faiblesses du territoire et cerner son potentiel
- Guider les transformations futures pour assurer la pérennité des paysages au profit des collectivités



Information : www.actionpatrimoine.ca/formation
ou education@actionpatrimoine.ca
Tél. : 418 647-4347, poste 207 ou 1 800 494-4347
Durée : 1 journée - Formations offertes également sur demande (groupes)

Formations conçues par des professionnels du patrimoine pour répondre aux besoins des décideurs et des intervenants municipaux et gouvernementaux, des associations et des ordres professionnels impliqués dans la protection du patrimoine et l'aménagement du territoire.

LES HISTOIRES POUSSENT DANS LES ARBRES



Photo : Pierre Lahoud

Les cèdres tortueux d'une forêt d'Abitibi-Témiscamingue ont suscité de nombreuses théories concernant l'origine de leur difformité : cimetière amérindien, malédiction, danse enchantée...

Ces arbres sont-ils vraiment magiques ?

par Pierre Lahoud

Sur les bords du lac Témiscamingue, près de Ville-Marie, se trouve une forêt de cèdres que les gens du coin surnomment « la forêt enchantée ». Elle est composée d'arbres tordus par on ne sait quelle force extraordinaire. Sachant qu'un arbre pousse généralement droit vers le ciel, on ne peut que supposer qu'il s'est passé ici quelque chose d'étrange

pour que ces cèdres aient une forme aussi tourmentée.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les batailles entre les Amérindiens et les Européens nouvellement arrivés étaient fréquentes en Nouvelle-France. Souvent inégales, elles ont fait chez les autochtones bon nombre de victimes, que leurs ennemis ont enterrés un peu partout sans se soucier des conséquences de leurs actes. Certains affirment que

les âmes de ces Amérindiens conquis ont voulu exprimer leur douleur à tous ceux qui fouleraient cette terre. Lors d'un conciliabule convoqué par le Grand Esprit, il aurait été décidé que le langage le plus efficace pour livrer ce témoignage d'outre-tombe serait celui des arbres, êtres vivants dotés d'une mémoire ancestrale. Selon la tradition orale, chaque arbre de la forêt enchantée logerait une âme indienne reposant,

inquiète, dans le cimetière de la cédrière.

Une autre version de la légende raconte qu'un individu voulut couper le plus bel arbre de cette forêt, malgré les avis contraires de son clan. Il plaida sa cause avec tant d'éloquence que la majorité des membres lui permirent finalement d'abattre le cèdre. Arrivé sur les lieux, il entendit une voix lui intimer de ne pas toucher à l'arbre, car il était garant de bonheur. Incrédule, le matamore attaqua le majestueux cèdre, qui s'écrasa sur lui et le tua sur le coup. Le grand manitou enferma son âme dans le cèdre, et réserva le même traitement à ceux qui avaient approuvé ce geste : au moment de leur mort, leur âme serait emprisonnée dans un arbre de la forêt. Depuis ce temps, la forêt enchantée serait un rappel vivant du respect qui lui est dû.

D'aucuns ont aussi affirmé que l'aspect biscornu de cette forêt serait dû à l'effet d'une flûte enchantée qui aurait fait danser les arbres il y a bien longtemps. Évidemment, la réalité est beaucoup moins poétique que la légende. Âgés de quelques centaines d'années, les arbres de cette forêt de thuyas souffrent d'une maladie que l'on surnomme la « carie des cèdres ». Elle tue les arbres lentement et provoque une cavité observable au cœur de certains d'entre eux. Ces cèdres ne sont donc pas magiques, mais tout simplement malades.

Pierre Lahoud est photographe et historien spécialisé en patrimoine.

LE CŒUR VAILLANT DE BASSIN



Photo: Jean-Claude Gauthier

par Denis Boucher et Jean-Claude Gauthier

L'église Saint-François-Xavier, le presbytère, le cimetière et l'école du village de Bassin représentent un précieux héritage: ils forment le plus vieil ensemble paroissial encore existant des Îles-de-la-Madeleine. Celui-ci s'inscrit dans la tradition architecturale locale par sa conception simple, aux formes carrées, ainsi que par ses parements de bardeaux de bois peints en blanc, ornés de rouge sur les toits. La population des Îles s'identifie fortement à ces édifices patrimoniaux qui

Même si Bassin, situé à l'extrême sud des Îles-de-la-Madeleine, tend à se dépeupler, sa communauté fait preuve d'un impressionnant esprit de collaboration et d'une grande persévérance. Sa mobilisation a permis de restaurer l'église et le presbytère du village. Et en guise de reconnaissance, le projet a reçu un Prix d'excellence du Conseil du patrimoine religieux du Québec en 2014.



Les parements de bois de toutes les façades et des clochers ont été restaurés.

Source : Conseil du patrimoine religieux du Québec

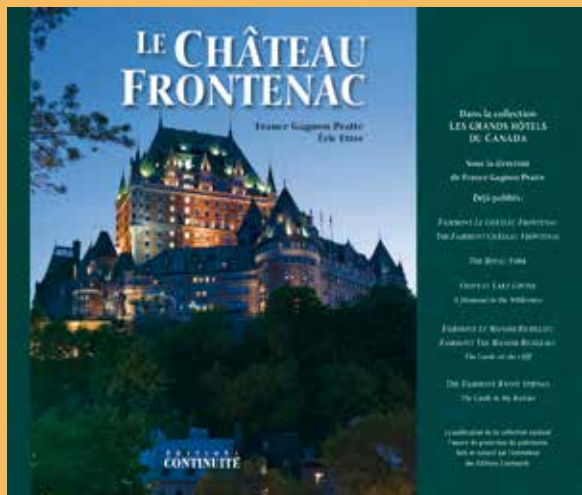
rappellent les phares. D'ailleurs, tout près, le phare de l'Anse-à-la-Cabane fait écho à ses voisins religieux. Construite en 1873, la première église de Bassin a été détruite par la foudre en 1936. Celle qui l'a remplacée, d'inspiration néoclassique, a été achevée en 1939. Les paroissiens n'ont réussi à terminer les travaux de finition intérieure que 14 ans plus tard. Le presbytère date quant à lui de 1886 ; il a remplacé un premier bâtiment qui avait été halé de Havre-Aubert à Bassin au cours de l'hiver 1874. Il sert de lieu de résidence à des religieuses et de bureau à la fabrique.

TOUS À L'OUVRAGE!

Au début des années 2000, l'église et le presbytère de Bassin étaient dans un état préoccupant. Les deux édifices nécessitaient des travaux majeurs, dont le coût dépassait le million de dollars. L'architecte Jean-Claude Gauthier a planifié six phases de travaux, échelonnés sur 10 ans. Le chantier a débuté en 2003. La tâche était immense. Il fallait restaurer les parements de bardeaux de bois de toutes les façades et des clochers, les portes, les fenêtres et les contre-fenêtres, puis repeindre l'ensemble des composants de l'église. Du côté du presbytère,

Une bonne idée de lecture!

La nouvelle édition du *Château Frontenac* de France Gagnon Pratte et Éric Etter



Avec un nouveau chapitre portant sur la récente restauration de l'hôtel ainsi que sur le développement du Projet Héritage, visant l'interprétation de son histoire.



Offert en français et en anglais
Couvert souple 29,99\$ • Couvert rigide 39,99\$

Pour commander : 418 647-4525, poste 208
ou redaction@magazinecontinuite.qc.ca

ethnoscop

Archéologie et patrimoine culturel

- Expertise en archéologie
- Relevé architectural
- Travail sur le terrain
- Recherches en laboratoire
- Mise en valeur

Siège social:
88, rue de Vaudreuil, local 3
Boucherville, Québec, J4B 5G4 450 449-1250

Bureau de Montréal:
2312, rue Jean-Talon
Montréal, Québec, H2E 1V7 514 728-2777

Bureau de Québec:
375, rue Laviolette
Québec, Québec, G1K 1T4 418 564-7264

Sans frais: 1-877-449-1253
Courriel: ethnoscop@qc.aira.com

on devait restaurer les fondations et les murs de maçonnerie de pierre, installer un drainage de fondation, remplacer les fenêtres, restaurer le parement de bois de la toiture et des murs et isoler ces derniers. Pour arriver à ses fins, la fabrique de la paroisse de Bassin a dû mobiliser la communauté et trouver du financement. Elle y est parvenue grâce à la motivation et aux efforts constants de ses bénévoles. De nombreux groupes, associations et organismes se sont aussi impliqués dans la démarche. Le Cercle de fermières, le comité des loisirs, des artistes et plusieurs personnalités publiques ont tour à tour organisé des activités-bénéfices: soupers, soirées de bingo, spectacles, concerts et même une Fête des travailleurs de la mer. Une véritable programmation annuelle! La radio communautaire a également participé à conscientiser la population de l'archipel et à relayer l'information concernant les activités liées au projet.

Même si le Conseil du patrimoine religieux du Québec a soutenu le projet par différentes subventions correspondant à 70% des coûts admissibles, il fallait trouver plus de 350 000 \$ dans le milieu. Le CLD des Îles, les Caisses Desjardins et la Municipalité (par l'entremise du Pacte rural et de la politique culturelle) ont soutenu les premières étapes liées aux évaluations et aux expertises techniques. L'argent récolté auprès de donateurs, des familles de Bassin et lors des activités-bénéfices a servi à payer la part restante.



DÉJOUER LE CLIMAT

Les travaux visaient avant tout à accroître l'étanchéité des composants de l'enveloppe des deux bâtiments et à prolonger la durée de vie des finis extérieurs. C'est que les conditions climatiques des Îles-de-la-Madeleine sont éprouvantes pour les édifices, qu'il s'agisse de l'air salin, du taux d'humidité élevé ou des vents violents. De plus, les températures hivernales oscillent souvent autour du point de congélation, ce qui cause de fréquentes périodes de gel et de dégel. Le moindre détail de construction mal conçu ou mal exécuté peut occasionner d'importantes infiltrations d'eau ou de neige.

Connaissant bien les particularités des bâtiments de l'archipel, une main-d'œuvre locale s'est attelée à la tâche. Elle a installé les bardeaux de cèdre sur la toiture afin qu'ils tiennent le coup sous les vents

violents, avec colle et clous en extra. Elle a aussi posé sur quelques murs des bardeaux de cèdre préteints en usine, matériau choisi pour sa résistance et son étanchéité.

Les artisans ont également dû reconstruire la structure de tous les contreforts de l'église situés du côté sud, exposé à la mer, car les infiltrations d'eau et le manque de ventilation des espaces vides avaient causé de la pourriture. Les cadres et les volets des fenêtres étaient eux aussi pourris et la majorité ont dû être remplacés. Les murs en bardeaux de cèdre de l'église qui ont été conservés ont été nettoyés sous pression afin de déloger la couche saline incrustée dans la surface, puis bien séchés avant d'être repeints. En raison du taux élevé de salinité de l'air, tous les éléments en acier (comme les ancrages, les mains courantes et les garde-corps) ont été

Les travailleurs ont utilisé un surplus de colle et de clous pour l'installation des bardeaux de cèdre, de façon à ce qu'ils résistent au climat des Îles.

Photo: Jean-Claude Gauthier



La population de Bassin peut être fière du travail accompli.

Photo: Jean-Claude Gauthier

réalisés en acier inoxydable de la meilleure qualité.

Les derniers travaux sur le presbytère seront terminés cette année, pour un investissement total de plus de 1,2 million de dollars. Mais au-delà de la somme d'argent, on se souviendra surtout que le chantier a suscité une mobilisation populaire exemplaire pour sauvegarder un patrimoine religieux significatif, expression d'une volonté collective de raviver la fierté locale.

Denis Boucher est chargé de projet au Conseil du patrimoine religieux du Québec et Jean-Claude Gauthier est l'architecte responsable de ce projet.

*Donnez une âme
à votre patrimoine...*




Restauration de bâtiments anciens
 Peinture intérieure - Texture Murale
 Faux marbre - Faux bois
 Dorure - Trompe-L'œil - Enduit à la chaux
 Préparation des supports

Membre professionnel du conseil des métiers d'art,
 Fabrice Le Guern artiste peintre décorateur
 fabriceleguern@gmail.com
 514 992-0869 www.illusions-textures.com

MARIE-JOSÉE DESCHÊNES
architecte

architecture . patrimoine . paysages



T: 418.997.3374
 info@mjdarchitecte.com
 www.mjdarchitecte.com

patri-arch

patrimoine & architecture

1365, rue Frontenac
 Québec (Québec) G1S 2S6

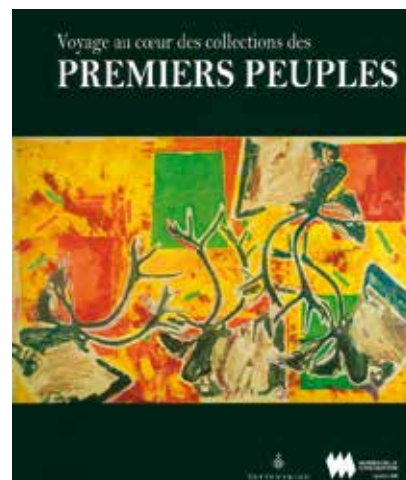
Tél. et téléc. : 418.648.9090

www.patri-arch.com

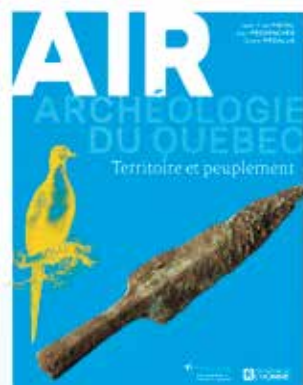
AÎNÉE DES COLLECTIONS

Réalisé sous la direction de Marie-Paule Robitaille, *Voyage au cœur des collections des Premiers Peuples* réunit les écrits de 18 auteurs de différents horizons (histoire, ethnologie, anthropologie, sociologie de l'art, biologie, droit, etc.). Ce beau livre abondamment illustré fait découvrir une des plus riches et des plus anciennes collections des Musées de la civilisation, qui comprend des objets rapportés de diverses missions par des prêtres du Séminaire de Québec à l'époque de la Nouvelle-France. Des pièces exceptionnelles du Québec, du Canada, des États-Unis, de l'Amazonie et de l'Océanie se révèlent au fil de textes traitant de l'histoire de la constitution de la collection nationale, de la relation entre le Musée de la civilisation et les Premières Nations, des expositions, des peuples autochtones du monde et de la collection nationale comme lieu d'apprentissage et de diffusion.

Septentrion et Musées de la civilisation, 2014, 276 pages, 49,95 \$



Archéo à vol d'oiseau



AIR. *Territoire et peuplement* est le premier ouvrage de la collection « Archéologie du Québec », qui vise à diffuser les résultats de 50 ans de recherches archéologiques dans la province. Des contributions d'une vingtaine de collaborateurs complètent les textes des trois auteurs, les archéologues Jean-Yves Pintal et Gisèle Piédalue ainsi que l'historien Jean Provencher. À

partir d'un survol du Québec, on explique le développement de son immense territoire et son peuplement au fil des millénaires. Ce faisant, on s'attarde sur plusieurs sites archéologiques de même que sur des vestiges et des artefacts qui y ont été découverts et sur l'histoire qu'ils ont à raconter. Les autres volumes approcheront le sujet sous l'angle de l'eau, de la terre et du feu, tandis que le cinquième opus portera sur les collections d'artefacts du Québec.

Les Éditions de l'Homme et Pointe-à-Callière – Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, 2015, 216 pages, 34,95 \$

Penser le Nord

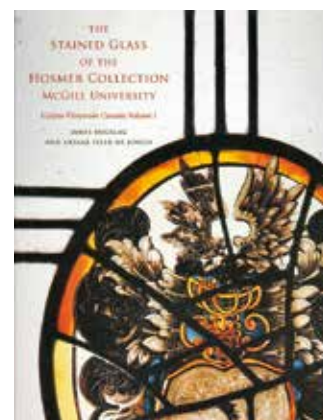
La nordicité du Québec. *Entretiens avec Louis-Edmond Hamelin* présente des discussions entre Louis-Edmond Hamelin, grand penseur de la nordicité, et Jean Désy, écrivain et médecin ayant longtemps pratiqué au Nunavut. Leur contenu a été retravaillé par Daniel Chartier, directeur du Laboratoire international d'étude multidisciplinaire comparée des représentations du Nord, pour donner naissance à ce livre, illustré de 16 photos de Robert Fréchette. L'ensemble se veut une synthèse quasi exhaustive de la vision de M. Hamelin, qui conçoit le territoire comme un tout devant servir au plus grand nombre.

Presses de l'Université du Québec, 2014, 152 pages, 25 \$

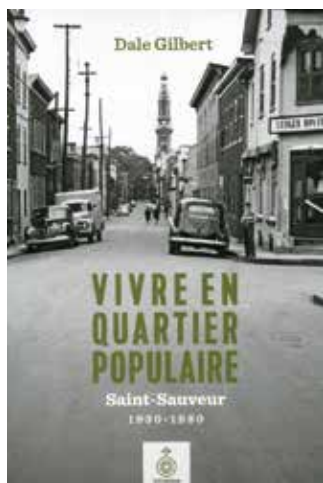
Vitraux profanes

The Stained Glass of the Hosmer Collection, *McGill University* de James Bugslag et Ariane Isler-De Jongh présente la plus importante collection de vitraux laïcs prémodernes au Canada. Ces œuvres datant des XVI^e et XVII^e siècles ont été utilisées par l'architecte montréalais Edward Maxwell pour décorer les fenêtres de la résidence construite pour le financier Charles Rudolph Hosmer en 1902. Elles font maintenant partie de la collection d'arts visuels de l'Université McGill et sont installées à l'École d'architecture. L'introduction de ce beau livre situe la collection dans l'histoire du vitrail ainsi que dans l'histoire de l'architecture et l'environnement artistique de Montréal. Après quoi, chaque pièce fait l'objet d'une étude détaillée et de photographies.

McGill-Queen's University Press, 2014, 204 pages, 150 \$



Portrait de Saint-Sauveur



Vivre en quartier populaire. *Saint-Sauveur 1930-1980* de l'historien Dale Gilbert s'appuie sur des témoignages d'hommes et de femmes ayant vécu dans ce quartier de Québec entre 1930 et 1980. En résulte un portrait des changements qui y sont survenus au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi des éléments de continuité. Trajectoires résidentielles, habitudes de consommation, loisirs, vie communautaire et paroissiale, sociabilités et rapport identitaire à l'espace de vie sont passés au crible pour donner lieu à une lecture inédite de l'évolution

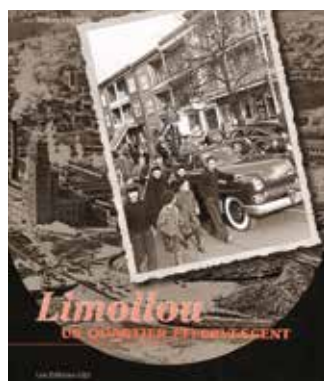
de la culture urbaine en milieu populaire au milieu du XX^e siècle. *Septentrion, 2015, 336 pages, 29,95 \$*

Le souvenir des belles choses



Dans *La mémoire des objets*, le collectionneur Alexandre de Bothuri raconte ses rencontres avec 11 pièces (amulette égyptienne, tableaux, cassette, sucrier, etc.) ayant appartenu à des personnages célèbres (Jeanne d'Arc, Louis XV, Rodolphe II, Marie-Antoinette, Napoléon, etc.). S'y révèlent également les secrets de leurs propriétaires successifs, alors que l'auteur relate leur histoire, leurs « souvenirs ». Ces pièces de la collection d'objets et de tableaux royaux et impériaux d'Alexandre de Bothuri et de son épouse Éline Bédard font partie de la nouvelle exposition permanente du Musée Dufresne-Nincheri, à Montréal.

Del Busso, 2015, 370 pages, 32,95 \$

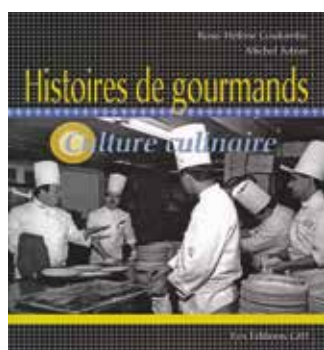
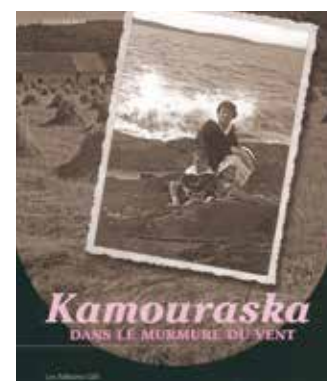


De Limoilou à Kamouraska

La collection « 100 ans noir sur blanc » compte deux nouveaux titres: *Limoilou. Un quartier effervescent* de Réjean Lemoine et *Kamouraska. Dans le murmure du vent* d'Yves Hébert. Comme d'habitude, ces deux albums réunissent 200 photos d'archives datant de 1860 à 1960. Le premier nous présente l'arrondissement qui a d'abord été un hameau agricole, puis qui est devenu la municipalité de Limoilou en 1893, avant de fusionner à la ville de Québec et de connaître une explosion démographique au début du XX^e siècle, grâce au promoteur immobilier Quebec Land ainsi qu'au développement de l'industrie du bois, de la santé et de l'éducation. Le second s'intéresse au village ainsi

qu'aux 17 municipalités de la MRC de Kamouraska, nom qui signifie « là où il y a jonc au bord de l'eau ». Les images choisies cherchent à rendre compte de la complexité de ce territoire de même que du travail des gens qui ont contribué à façonner son paysage.

Les Éditions GID, 2014, 208 pages, 34,95 \$ chacun



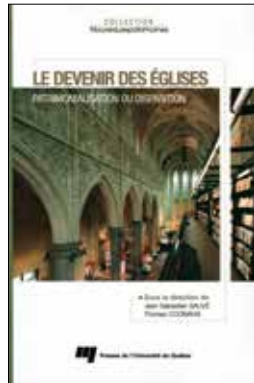
Gourmandise en héritage

En 2007, Rose-Hélène Coulombe et Michel Jutras ont fondé la coopérative en économie sociale Histoires de gourmands. Le but: donner à notre culture culinaire ses lettres de noblesse. Dans la collection « Culture et patrimoine », ils ont déjà publié *Femmes engagées à nourrir le Québec*. Ils nous reviennent avec *Histoires de gourmands. Culture culinaire*, qui cherche à poser les fondements de ce qui constituerait le patrimoine alimentaire québécois. Pour ce faire, ils s'intéressent à notre héritage culinaire (faits saillants, formation, rôle de l'État, etc.), aux acteurs importants du domaine (regroupements, clubs gastronomiques, médias, etc.), aux clés de la valorisation patrimoniale (saveurs régionales, produits, savoir-faire, etc.) et donnent la recette de certains trésors culinaires.

Les Éditions GID, 2014, 192 pages, 34,95 \$

Églises en mutation

Réalisé sous la direction de Jean-Sébastien Sauvé et Thomas Coomans, *Le devenir des églises. Patrimonialisation ou disparition* se penche sur le passage des églises de l'espace religieux vers l'espace public de la société civile contemporaine. Réunissant neuf communications présentées à la Neuvième Rencontre internationale des jeunes chercheurs en patrimoine, à Heverlee, en Belgique, il traite de la volonté de conserver ces monuments historiques ainsi que des mécaniques financières et des logiques sociétales qu'elle implique. *Presses de l'Université du Québec, 2014, 226 pages, 25 \$*

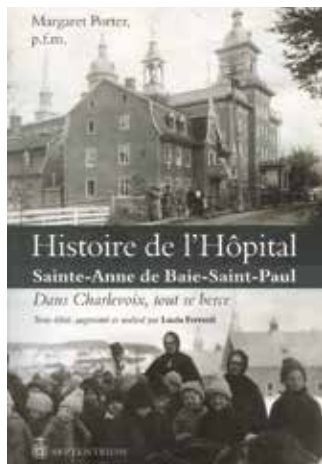


Composer avec le passé

Que ce soit pour des raisons économiques, environnementales, fonctionnelles ou patrimoniales, le patrimoine bâti s'actualise par l'insertion d'éléments d'architecture contemporaine. Ce type d'intervention contribue au développement urbain et fait partie de la pratique actuelle. Dans *Actualiser le patrimoine par l'architecture contemporaine*, Alexandra Georgescu Paquin s'intéresse au phénomène et souligne qu'il n'est pas nécessaire de choisir entre conservation et création : l'actualisation permet de faire du patrimoine un projet dynamique et de reformuler le sens des sites historiques transformés. L'auteure cherche à comprendre comment s'articule cette redéfinition. *Presses de l'Université du Québec, 2014, 282 pages, 32 \$*



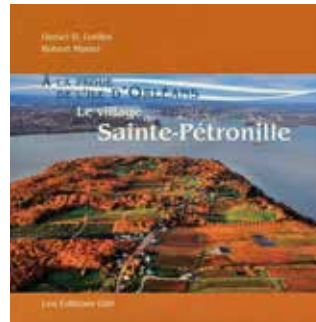
Premiers soins



L'histoire de la première et plus importante œuvre des Petites Franciscaines de Marie est racontée dans *Histoire de l'Hôpital Sainte-Anne de Baie-Saint-Paul. Dans Charlevoix, tout se berce*. Rédigé par sœur Margaret Porter entre 1975 et 1980, puis édité, augmenté et analysé par l'historienne Lucia Ferretti, l'ouvrage renferme beaucoup d'information sur le Charlevoix des années 1890 à 1920. On y découvre également la manière dont fonction-

nait un hôpital psychiatrique pour déficients mentaux et handicapés physiques entre 1920 et 1960. *Septentrion, 2014, 264 pages, 27,95 \$*

Village de pointe



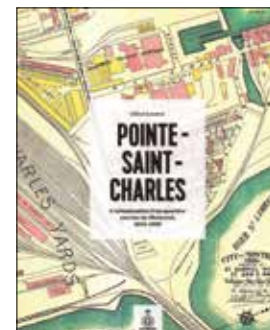
À la proue de l'île d'Orléans. *Le village de Sainte-Pétronille* de Daniel B. Guillot et Robert Martel raconte l'histoire de ce lieu où s'est installée, au milieu du XVII^e siècle, la première famille française de l'île. Avec sa topographie accidentée, le bout de l'île, comme on l'appelait, a attiré une population semi-urbaine

en raison de sa proximité avec Québec, plutôt que de servir à l'agriculture comme les villages environnants. Ponctué de nombreuses photos couleur, l'ouvrage aborde les premiers temps du village, le développement de sa vocation touristique, son quotidien et les défis auxquels il fait actuellement face.

Les Éditions GID, 2014, 188 pages, 29,95 \$

Au cœur de l'industrialisation

Dans *Pointe-Saint-Charles. L'urbanisation d'un quartier ouvrier de Montréal, 1840-1930*, Gilles Lauzon conjugue l'histoire d'un milieu social, celle de trois familles qui ont vécu dans le quartier (Mullins, Turnbull, Galarneau) et celle du patrimoine architectural environnant (industries comme les ateliers ferroviaires près du pont Victoria, églises, écoles, rues commerciales, maisons). Il explore les grands moments de ce secteur qui a été au cœur de l'industrialisation de Montréal. S'y sont côtoyés des Irlandais catholiques, des protestants d'origine britannique et des francophones issus des campagnes québécoises. Puis, au début du XX^e siècle, des immigrants d'Europe de l'Est sont venus se greffer à cette communauté multiculturelle à découvrir. *Septentrion, 2014, 246 pages, 39,95 \$*





TERRE PATRIMONIALE DES SŒURS DE LA CHARITÉ AGRICULTURE URBAINE À INVENTER



TERRITOIRE AGRICOLE GRUGÉ PAR L'ÉTALEMENT URBAIN

Seulement 2% de la superficie du territoire québécois est constituée de terres propices à l'agriculture. Situées pour la plupart dans la vallée du Saint-Laurent, elles ont été mises à mal au cours des dernières décennies par l'étalement urbain, une tendance lourde qui semble très difficile à freiner. Un rapport du MAPAQ sur l'agriculture périurbaine et urbaine, publié en 2012, souligne même que certaines terres agricoles semblent devenir des réserves pour l'urbanisation et prennent énormément de valeur dans l'attente d'un éventuel dézonage.

Malgré l'élaboration de plans métropolitains d'aménagement et de développement (PMAD) visant la densification des milieux déjà construits, et malgré l'énoncé périodique de notre volonté collective de participer au développement durable de nos milieux de vie, l'étalement urbain progresse d'année en année.

UNE TERRE ENRACINÉE DANS L'HISTOIRE

La terre des Sœurs de la charité est enclavée dans une zone urbanisée. Elle est toujours zonée agricole: la Commission de protection du territoire agricole du Québec sera donc saisie d'une demande de dézonage prochainement.

Nous croyons que soustraire cette terre à sa fonction première serait une erreur.

« Il est essentiel que nous – en tant que collectivité qui se respecte – comprenions que les terres agricoles ne sont pas des territoires en attente de construction, mais bien le grenier des Québécois. »

– René Mongeau, président de l'Ordre des agronomes du Québec, 2015

Photo: Pierre Lahoud

À la fin de 2014, les Sœurs de la charité annonçaient la vente de leur terre agricole à la Fondation famille Jules-Dallaire au coût de 39 millions de dollars. La famille Dallaire est la fondatrice de Cominar, l'un des plus importants fonds de placements immobiliers diversifiés au Canada. La formule retenue pour la vente des terres des religieuses mêle affaires immobilières et philanthropie dans une formule développée exprès à l'Agence du revenu du Canada: « développement commercial pour fins philanthropiques ».

Située dans la frange ouest de l'arrondissement de Beauport à Québec, cette terre d'environ

200 hectares (21,5 millions de pieds carrés) sera lotie pour loger d'ici 15 ans 20 000 personnes dans 6500 unités d'habitation. Au final, « une mini-ville », selon Michel Dallaire, représentant de la Fondation et président et chef de la direction chez Cominar. Les religieuses sont enthousiastes de voir les bénéficiaires des ventes venir soutenir leurs œuvres sociales par l'entremise de leur propre fondation.

Mais une fois les vivats des parties concernées et des politiciens retombés, on constate que cette transaction suscite de nombreuses questions sur le plan du patrimoine agricole et du développement urbain durable.

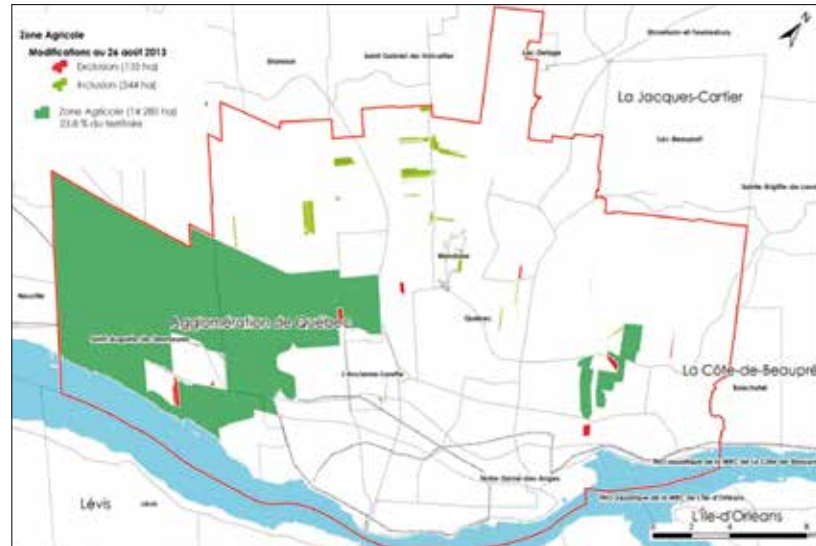
magistrale pour la ville et ses citoyens. Elle fait partie de la plus ancienne trame agricole du pays, les terres de ce secteur ayant été concédées dans la première moitié du XVII^e siècle. La majeure partie du terrain actuel a été concédée en 1626 à des missionnaires jésuites, qui en ont fait leur domaine et l'ont cultivée. Quant à la portion est, elle faisait partie de la seigneurie de Beauport concédée en 1634 à Robert Giffard par la Compagnie des Cent-Associés. Les Sœurs de la charité, dont l'œuvre hospitalière en santé mentale a été majeure à Québec, sont propriétaires du site depuis la fin du XIX^e siècle. Elles y ont entre autres géré un asile d'aliénés dès 1893, auparavant connu sous les noms d'Asile provisoire de Beauport et de Quebec Lunatic Asylum. L'hôpital a été affilié à l'Université Laval en 1923. Leur terre a été cultivée pour les malades à partir du XIX^e siècle, et ce jusqu'à récemment. La finalité de cette agriculture institutionnelle s'est évidemment étiolée avec le temps, la désinstitutionnalisation des malades et la décroissance de la communauté religieuse aidant. La Communauté métropolitaine de Québec a entrepris depuis quelques années une réflexion sur l'agriculture dans la zone urbaine. À la lecture du Plan de la zone agricole de l'agglomération qui en a résulté en 2014, on constate

que dans l'agglomération de Québec, les terres agricoles se concentrent dans la partie ouest du territoire, à Saint-Augustin-de-Desmaures, et que seulement quelques-unes sont situées dans la ville de Québec, formant une enclave à l'est du territoire. La terre des Sœurs de la charité constitue la plus grande partie de cette enclave.

« Or les terres des religieuses, véritables poumons verts en pleine ville, réputées pour leurs vertus maraîchères séculaires, vont être sacrifiées sur l'autel de l'urbanisation », se sont désolés à juste titre l'historien Michel Lessard et le géographe Bernard Vachon dans un texte publié dans *Le Devoir* en janvier. Des organismes tels que la fédération régionale de l'Union des producteurs agricoles et le Conseil régional de l'environnement, par l'intermédiaire de son directeur Alexandre Turgeon, ont joint leurs voix pour demander une consultation publique et une réflexion sérieuse.

**PROBLÈME COMMUN...
ET IRRÉSOLU**

À l'instar de toutes les communautés religieuses du Québec, les Sœurs de la charité doivent se résoudre à vendre une part appréciable de leurs actifs, à la fois pour subvenir aux besoins des membres de leur communauté et pour poursuivre leurs œuvres dans le Québec contemporain. C'est pourquoi, à première vue, la vente de leur terre à une fondation



qui agira comme promoteur immobilier et versera une part appréciable des bénéfices aux fins de leurs œuvres semble être LA solution.

Depuis plus de 10 ans, les communautés religieuses cherchent à se départir de la lourde charge qu'imposent leurs biens immobiliers de grande envergure (voir *Continuité*, n° 141, été 2014, p. 56). Situés en zone urbaine, leurs terrains et leurs biens immobiliers, patrimonialisés par l'usage et le temps, ont pris de la valeur et sont désormais chaudement convoités par les promoteurs. Pour ceux-ci, ces sites – faiblement construits, souvent arborés, à proximité des services – offrent les meilleures opportunités de développement et d'enrichissement. Le zonage existant et la résistance au changement des riverains représentent souvent des écueils au moment de la vente.

Bien qu'elles aient demandé l'aide du ministère de la Culture et des Communications et des ins-

En vert, à droite : les terres agricoles dans la ville de Québec. La terre des Sœurs de la charité était cultivée jusqu'en 2007 par la Ferme S.M.A. La fermeture de l'entreprise a fragilisé la permanence de l'activité agricole sur le site.

Source : Portrait du territoire et des activités agricoles publié par l'agglomération de Québec, Ville de Québec

tances locales pour les aider à solutionner ce problème épineux, les communautés religieuses se trouvent toujours bien seules pour trouver des solutions qui les satisfont et qui respectent les attentes des citoyens soucieux de voir ce patrimoine préservé. Comme le démontrent les récents cas de l'abbaye d'Oka et du Domaine des Sœurs de Sainte-Anne à Val-David, l'avenir des biens des communautés religieuses pose des défis complexes. La sauvegarde et la mise en valeur de ces sites ne doivent pas

dépendre uniquement de la bonne volonté politique – qui, dans le cas de l'abbaye d'Oka, a disparu avec le changement de gouvernement au pouvoir – ou de l'initiative d'un promoteur privé. Ces projets doivent faire l'objet d'une concertation entre le public, qui pourrait assurer la préservation du bien commun et une vision d'ensemble, et le privé, qui en assurerait la viabilité économique.

PROJET IMPROVISÉ ?

Dans le dossier particulier de la vente des terres agricoles des Sœurs de la charité, la Ville de Québec joue à un drôle de jeu, qui ressemble fort à de l'improvisation. Le développement-surprise d'un nouveau quartier, qui fait fi de la volonté de la Ville de densifier des secteurs urbanisés et de développer des écoquartiers à proximité (D'Estimauville), soulève des questions. La Ville pourrait-elle se soucier de son patrimoine agricole et du potentiel qu'il offre au XXI^e siècle, plutôt que de se limiter à considérer les futurs revenus de taxes foncières que ce projet d'étalement urbain apportera dans ses coffres ?

La perte d'une terre agricole patrimoniale est irréversible et commande d'évaluer les véritables enjeux. Étrangement, ailleurs sur la

planète, on s'intéresse à l'agriculture urbaine comme solution à l'urbanisation à tout crin. Et contrairement à ce que certains pourraient penser, elle ne se limite pas à insérer dans la trame urbaine quelques jardins communautaires ou toitures vertes. Beaucoup de formules sont à l'étude afin d'assurer une production agricole de proximité pour les urbains. Peu de villes disposent d'une terre aussi vaste que celle des Sœurs de la charité au sein de leur zone urbanisée. Voilà une opportunité à saisir.

ENJEUX MULTIPLES

Ce projet, ainsi que tous ceux qui ne considèrent pas les terres agricoles en milieu urbain comme une ressource rare, soulève des enjeux de diverse nature.

Les premiers sont urbains. L'étalement de la zone urbaine, malgré une volonté de s'inscrire dans le mouvement du développement durable largement plébiscité, est une solution facile qui n'est pas la voie de l'avenir pour les villes. En densifiant massivement ces terres enclavées, on risque de créer un milieu tourné sur lui-même qui entretient peu de liens avec le milieu existant en périphérie.

Un enjeu agricole s'ajoute : les terres patrimoniales sont perdues à jamais une fois

construites. Les villes ont une obligation de planification du territoire à long terme qui inclut le patrimoine agricole enclavé dans la zone urbanisée. Le principe de précaution devrait guider la réflexion.

N'oublions pas les enjeux sociaux. Des terres préservées grâce à une congrégation religieuse qui les a utilisées pendant des décennies, voire des siècles aux fins de ses œuvres se voient retirer leur fonction première (nourrir les plus démunis) par un projet immobilier. Si la Ville faisait preuve d'une vision novatrice, elle offrirait une solution acceptable aux institutions religieuses de son territoire qui souhaitent pérenniser le sens de leur œuvre – ici, une contribution à la production alimentaire de proximité pourrait s'avérer la solution.

Peut-on aussi parler d'un enjeu économique ? La Ville voit dans ce nouveau projet un potentiel important de revenu de taxes foncières, soit. Il faut toutefois s'interroger sur la croissance urbaine : si elle a lieu dans un secteur qui n'était pas prévu dans la planification, elle n'aura pas lieu ailleurs. Et on avait justement prévu qu'elle se ferait dans d'autres secteurs de la ville, avec à la clé des préoccupations de densification.

PLACE À L'IMAGINATION

Nombreux sont ceux qui s'intéressent à l'agriculture urbaine sous toutes ses formes. Des réseaux, des groupes, des études récentes le démontrent. Ailleurs au pays et dans le monde, des initiatives innovantes et mobilisantes font une belle place à la terre agricole en milieu urbain. Pourquoi la Ville de Québec ne s'intéresserait-elle pas à l'agriculture urbaine pour sauver la terre des Sœurs de la charité ?

La production agricole actuelle y est peut-être vieillissante dans sa forme (production de fourrage depuis quelques années), mais elle est dynamique dans son activité. On peut trouver à cette terre de nouveaux usages. Pourquoi pas la culture maraîchère à proximité des marchés urbains ? On pourrait songer à utiliser les légumes pour répondre aux besoins des œuvres de charité alimentaire (Moisson Québec, Maison de Lauberivière, etc.) ou des hôpitaux. Il y a place à l'imagination !

Emploi, insertion sociale, proximité des marchés : autant d'enjeux qui ne semblent pas avoir été pris en compte dans ce projet largement médiatisé.

—
Louise Mercier

Présidente d'Action patrimoine

Action patrimoine est un OBNL qui agit à l'échelle nationale pour protéger et mettre en valeur le patrimoine québécois. Depuis 1975, d'abord sous le nom de Conseil des monuments et sites du Québec, puis sous sa nouvelle dénomination, l'organisme poursuit sans relâche une mission de sensibilisation, de diffusion de la connaissance et de prise de position publique pour la sauvegarde du patrimoine bâti et des paysages culturels du Québec.



Michel Gilbert
Ébéniste-restaurateur
Mobilier et objets d'art anciens



Cet ancien comptoir-caisse se retrouve dans l'exposition
POP-SAC-A-VIE... sur les traces d'un mouvement
présentée au 59, avenue Bégin, dans le Vieux-Lévis.
418 835-2090, poste 6400
ou 1 866 835-8444, poste 6400

ANCIEN COMPTOIR-CAISSE
Collection Société historique Alphonse-Desjardins

1 888 515-5128 • doucine@globetrotter.net
Diaporama de la restauration sur
www.michelgilbertebeniste.com/Projets



Desjardins
Société historique
Alphonse-Desjardins



maisons traditionnelles
DES PATRIOTES
entrepreneur général inc.

*Authentiques
maisons ancestrales
en inventaire*



Restauration, réfection et construction de bâtiments patrimoniaux et ancestraux

- maisons pièces sur pièces
- maisons de pierres
- bâtiments en poutres et poteaux
- toiture bardeaux de cèdre
- finition intérieure et extérieure
- travaux de maçonnerie
- projet clé en main
- rallonge
- maisons hybrides
(maison neuve avec intégration de pièces ancestrales)

En collaboration avec André Bolduc

Restaurateur de maisons québécoises,
chroniqueur pour *Passion Maison*
et auteur du livre *L'art de restaurer
une maison ancienne*



514-464-1444

www.maisonsdespatriotes.com



**COLLOQUE
5 JUIN 2015
SÉMINAIRE DE QUÉBEC**

40 ANS DE MOBILISATION LES ENJEUX DU PATRIMOINE DE DEMAIN

QUEL CHEMIN PARCOURU EN 40 ANS? QUELLE PLACE POUR LE PATRIMOINE DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE RESSERRÉ? COMMENT INTÉRESSER LA RELÈVE AUX DÉFIS DE DEMAIN? AUTANT DE QUESTION QUI SERONT ABORDÉES LORS DE CETTE JOURNÉE À LAQUELLE SONT CONVIÉS TOUS LES ACTEURS DU PATRIMOINE.

40^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, 6 JUIN 2015
MAISON DE NOS AÏEUX, SAINTE-FAMILLE, ÎLE D'ORLÉANS

PROGRAMME ET INSCRIPTION :
ACTIONPATRIMOINE.CA | 418 647-4347, P.207